

Actes des Rencontres professionnelles

Quelles actions pour le développement des
grandes cultures biologiques en France et en
Allemagne, pour satisfaire les besoins en
alimentations humaine et animale ?

Mardi 11 juin 2013

Toulouse



Ces actes ont été complétés par des informations sectorielles actualisées

Actes des Rencontres professionnelles agriculture biologique

–

Mardi 11 juin 2013
Toulouse

Avant Propos

Ce 11 Juin 2013, l'Agence Bio a organisé les Rencontres Professionnelles de la Bio, dans le cadre d'un programme triennal d'information et de promotion cofinancé par l'Union européenne (2011-2014). Ce programme est conduit en partenariat avec les commissions bio des interprofessions et en concertation avec l'ensemble des acteurs de la bio. Ces Rencontres ont eu lieu durant le « Printemps Bio », quinzaine dédiée à la communication et la promotion du secteur biologique en France.

Cette année, les Rencontres Professionnelles se sont inscrites dans le contexte particulier d'annonce du Plan Ambition Bio 2017 par le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Monsieur Stéphane Le Foll, lors du lancement du Printemps Bio.

Ces journées ont été marquées par une participation exceptionnelle d'une délégation allemande marquant ainsi la volonté de coopération, d'échanges et de partage des connaissances, pour encourager au mieux les actions innovantes et structurantes pour le développement des grandes cultures biologiques en Europe.

Enfin, l'invitation du Conseil Régional de Midi-Pyrénées pour l'organisation de ces Rencontres et la présence de Monsieur Malvy, Président du Conseil Régional, et de M. Labarthe, Vice-Président du Conseil Régional, témoignent de l'engagement de cette région pour le développement le plus harmonieux possible des filières biologiques durables, ancrées dans les territoires. L'Agence Bio les remercie vivement pour leur accueil et leur soutien.

La volonté commune d'avancer vers un développement cohérent et concerté du secteur biologique, au niveau national ainsi qu'au niveau européen, avec le développement de solutions techniques, économiques, et sociales innovantes, pour répondre aux besoins de la filière des grandes cultures biologiques, et particulièrement les oléo-protéagineux a rassemblé des intervenants de plusieurs horizons.

Suite à l'intervention du Président de l'Agence Bio, M.Gangneron, et du Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, M.Malvy, un panorama général du secteur et des acteurs de la filière grandes cultures bio en France et en Allemagne a été dressé. Des retours d'expérience ont ensuite permis de mieux connaître les réalités et stratégies mises en œuvre dans cette filière ainsi que d'identifier les besoins à satisfaire et les freins à lever.

L'après-midi s'est poursuivi sur le thème des démarches innovantes en expérimentation et recherche actuellement en cours aussi bien en France qu'en Allemagne.

Enfin, le Président de l'Office Fédéral pour l'Agriculture et l'Agroalimentaire, M.Eiden, et le Président de l'Agence Bio, ont clôturé cette journée riche en échanges.

Sommaire

Avant Propos	2
Introduction	4
Ouverture	6
Les filières grandes cultures bio en France et en Allemagne	10
Les dynamiques de développement des filières de grandes cultures bio	20
Questions/réponses	26
Des démarches innovantes, des travaux de recherche-expérimentation en cours	29
Conclusions générales et perspectives	433
ANNEXES	45
Liste des documents distribués lors de la journée	46
Liste des participants à la journée	47
Les oléoprotéagineux bio dans l'UE en 2012	51
Les céréales bio dans l'UE en 2012	52

Introduction

Les producteurs, transformateurs et distributeurs sont de plus en plus nombreux à s'engager dans les filières des grandes cultures biologiques caractérisées par une grande diversité des démarches et des produits ainsi que de fortes spécificités bio.

En 2011, plus de 3,3 millions d'hectares de grandes cultures biologiques étaient cultivés au plan mondial, dont 1,9 million d'hectares (céréales et oléagineux) dans l'Union européenne. Près de 22% des surfaces dédiées à la production de céréales et oléo-protéagineux bio est localisé en Allemagne (232 400 ha en 2012) et en France (179 000 ha en 2011 et 200 466 ha en 2012). Les cultures sont diversifiées. Au total, les céréales bio couvrent plus d'1,8 million d'hectares dans l'UE (+9% par rapport à 2011), les oléagineux 149 000 ha (+1,6% en 2012), et les protéagineux 190 000ha (-4%).

L'Allemagne était le deuxième producteur de céréales biologiques de l'Union européenne en 2012 derrière l'Italie (avec 240 140 ha) et la France était en 2ème position pour la production d'oléagineux bio (27 098ha en 2012). S'agissant des protéagineux bio, l'Allemagne et la France sont respectivement à la 4^{ème} (22 200 ha en 2012) et 5ème place (12 032 ha) dans l'UE en termes de surface, derrière l'Espagne, la Lituanie et l'Italie.

Les performances technico-économiques sont contrastées suivant les systèmes de production, le niveau d'engagement des entreprises, avec une assez forte variabilité selon les territoires et les années. Aussi, des besoins sont à satisfaire pour répondre à une demande croissante de produits biologiques les plus locaux possible et assurer l'alimentation 100% bio des animaux.

Pour encourager ou consolider les engagements de producteurs dans ce secteur, des freins sont à lever pour le développement de variétés adaptées à l'agriculture biologique, la maîtrise technique des cultures et la commercialisation des produits répondant aux attentes tant pour l'alimentation humaine qu'animale.

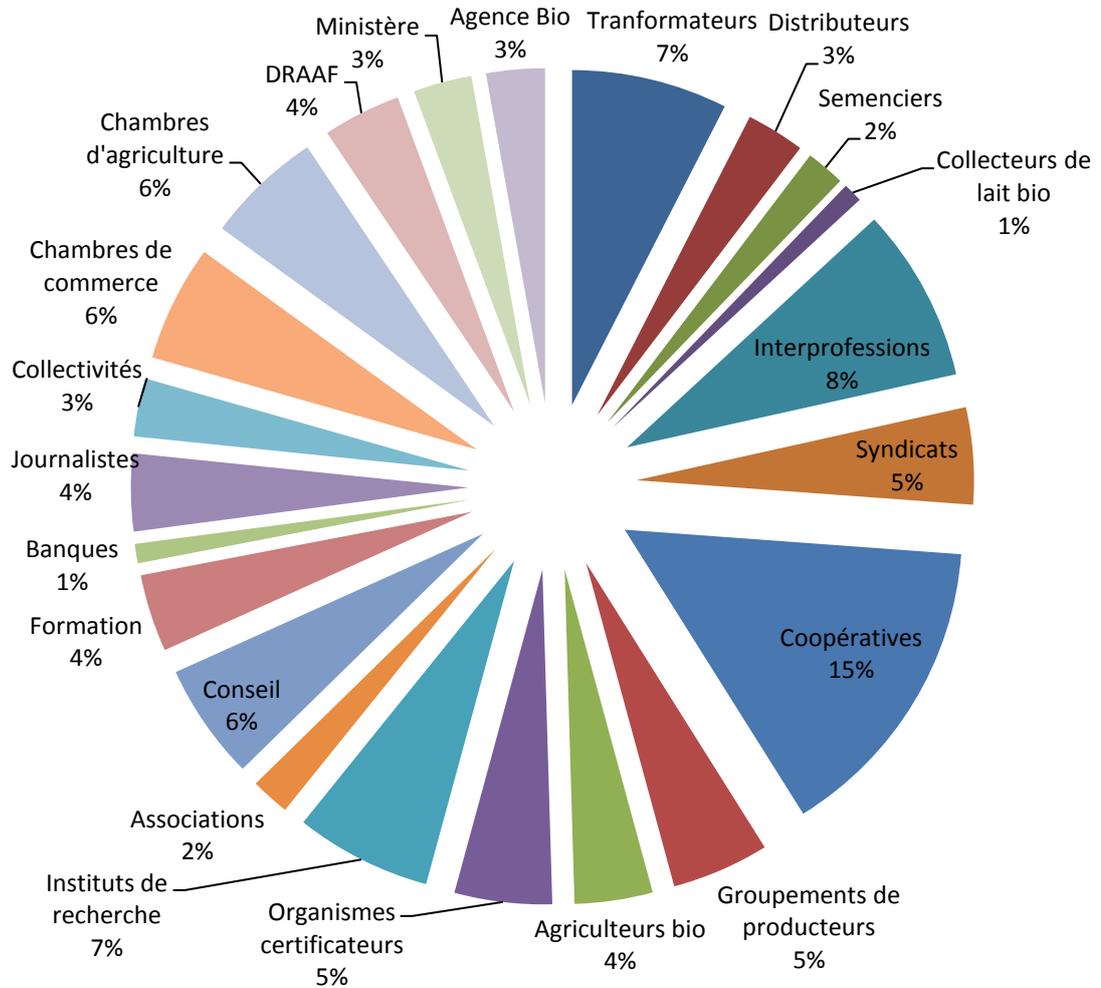
Les rencontres professionnelles de la bio visent à faciliter les échanges d'informations sur les marchés et à faire connaître les démarches exemplaires ou innovantes pour sécuriser les filières au plan technico-économique.

Dans un contexte où, en France comme en Allemagne, plusieurs démarches sont engagées en vue de contribuer au développement des productions d'oléo-protéagineux, en cohérence avec l'ensemble du secteur et notamment la production de céréales et l'alimentation animale, ces rencontres ont pour objectif de faciliter l'émergence d'actions à réaliser et la coopération entre les acteurs des filières des deux pays.

Cet événement constitue un véritable rendez-vous pour tous les professionnels des secteurs végétal et animal, les collectivités territoriales, les élus, les organismes professionnels, les entreprises de production, de transformation et de distribution, les instituts de recherche, d'expérimentation, d'appui technique et d'enseignement, les journalistes et les diverses associations.

Près de 200 personnes, impliquées dans différentes structures professionnelles, aussi bien du secteur biologique que conventionnel, ont participé à cette journée. Cette diversité professionnelle a permis de créer un environnement constructif d'échanges d'expériences et de savoir-faire, d'alimenter les débats, et de mieux connaître les différents acteurs de la filière.

Répartition des participants selon leur structure professionnelle



Source : Agence Bio

Ouverture



Etienne Gangneron (Président de l'Agence Bio)

Agriculteur bio depuis plus de 20 ans à Vasselay dans le Cher (grandes cultures et élevage viande, avec accueil à la ferme et gîte), E.Gangneron est membre du Conseil d'Administration de l'Agence Bio depuis sa création en 2001. Il a été élu président le 26 mars 2013.

Président de la Chambre d'Agriculture du Cher, membre du Conseil d'administration de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA) où il est responsable des questions relatives à l'AB depuis 2013, il est également membre du Comité National de l'Agriculture Biologique de l'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO) et vice-président de la ferme expérimentale de Bordes (Indre).

Cette journée sur les grandes cultures bio réunit des professionnels de France et d'Allemagne. Elle a pour **objectif de mettre en perspective les problématiques du développement** du secteur dans ces 2 pays et au niveau européen. L'Allemagne étant le pays producteur le plus important en grandes cultures biologiques dans l'Union européenne, la délégation allemande apporte une forte valeur ajoutée aux échanges de la journée.

La région **Midi-Pyrénées** a été choisie pour son engagement fort pour le développement de l'agriculture biologique. La part des surfaces converties en **bio** est de **plus de 5% de la Surface Agricole Utilisée** de la région, avec une orientation marquée vers la production de grandes cultures bio, et particulièrement les **oléagineux** et les **protéagineux** bio.

Le programme de la journée s'inscrit dans une dynamique plus générale de développement de l'agriculture biologique :

- Les Rencontres Professionnelles font partie intégrante du « Printemps bio », quinzaine de promotion et de communication sur l'agriculture biologique, partout en France, lancée le 1^{er} juin. L'ensemble du réseau est mobilisé pour témoigner du dynamisme des filières biologiques.
- Le nouveau **Plan Ambition Bio 2017** a été annoncé par Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll, lors du lancement du Printemps bio. La stratégie de développement de l'agriculture bio repose en partie sur la structuration **des filières durables et locales**. L'**objectif** est de tendre vers **l'autonomie de la production**, vers **l'adéquation entre la production, la transformation et la consommation** ancrées dans les territoires.

Le développement des **grandes cultures bio** est essentiel tant pour l'alimentation humaine qu'animale, et **pour le développement de l'agriculture biologique** en France et en Europe.



Martin Malvy (Président du Conseil Régional de Midi Pyrénées)

Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées depuis 1998, Martin Malvy a commencé sa carrière politique en 1970 en qualité de Conseiller Général du Lot. Il a été élu en 1978 député du Lot et est devenu premier Vice-président de l'Assemblée Nationale en 1981, puis a été Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement auprès du Premier Ministre en 1992. Ministre du Budget entre 1992 et 1993, Martin Malvy a présidé le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale de 1993 à 1995.

La région **Midi-Pyrénées** est la **plus grande région de France**, couvrant 45 000 km², avec 2 montagnes (Massif Central et Pyrénées), regroupant 8 départements dont 7 sont en zone de montagne. C'est aussi une **grande région agricole**, ce secteur ayant une place deux fois plus importante que dans les autres régions de France **en termes de nombre d'agriculteurs** et **d'emplois** dans agricoles (65 000). On compte 47 000 exploitations, soit **10% des exploitations françaises**, 60 000 exploitants et salariés, soit 6% de la population active (double de la moyenne nationale).

Au final, ce sont près de 100 000 emplois impliqués dans l'agriculture et l'agro-alimentaire dans la région (en comparaison, le secteur de l'aéronautique représente 80 000 emplois).

Incarnation d'une volonté forte des agriculteurs, la région Midi-Pyrénées est aussi la **première région bio de France**, avec 120 000ha et près de 2 400 exploitations bio en 2012, avec **un fort dynamisme de conversion (en 5 ans le nombre d'exploitations bio a doublé et les surfaces ont augmenté de + 87%)**.

Les **productions bio** de la région sont très **diversifiées** :

- Productions végétales :
 - ✓ 1^{er} grenier à grains bio de France avec 34 000ha ;
 - ✓ 1^{ère} région pour les grandes cultures, surtout dans le Gers ;
 - ✓ 1^{ère} région en termes de surfaces fourragères, surtout en Aveyron ;
 - ✓ 1^{ère} région pour la production d'oléo-protéagineux bio, principalement le tournesol et le soja, avec 14 000ha (30% de la surface nationale).
- Productions animales :
 - ✓ 1^{ère} région pour les ovins lait et viande (Aveyron, Lot, Ariège et Gers)
 - ✓ 2^{ème} région de France pour les bovins viande (Aveyron, Ariège)
 - ✓ 2^{ème} région pour les caprins (Tarn et Garonne, Ariège)

Le climat politique favorable au développement de l'agriculture biologique amène une volonté de la région à aller plus loin dans ses orientations stratégiques en concertation avec l'Etat. **L'objectif de doublement des surfaces bio en 5 ans** est ambitieux, mais atteignable :

- Les moyens que l'Etat a mis en œuvre pour concrétiser les orientations stratégiques ont été de 90 millions d'euros entre 2007-2013, et s'élèveront à **160 millions d'euros** pour la période **2014-2020**. Les axes de développement soutenus sont, entre autres, **le développement des grandes cultures, l'aide aux investissements**, la participation de la Banque Publique d'Investissement, les mesures de **structuration des filières** (Fonds Avenir bio), le développement de la consommation,...
- La gouvernance pour l'octroi des aides au développement de l'agriculture bio se concrétise par une instance de pilotage au niveau des régions, coprésidée par l'Etat et la Région. Cette organisation décentralisée permet

d'avoir de meilleures marges de manœuvre, avec une adaptation des actions aux territoires.

En Midi-Pyrénées particulièrement, l'amont de la filière bio s'est fortement développé. Il s'agit désormais de conforter les exploitations existantes, d'améliorer leur compétitivité et de maintenir des prix rémunérateurs.

Entre 2007 et 2013, la région a investi dans la structuration des filières, l'expérimentation et la recherche, dans l'aide à la certification pour les agriculteurs et les opérateurs, et dans l'aide aux investissements dédiés à la bio.

Le panorama des actions mises en œuvre par la région pour développer les filières de qualité se présente comme suit :

- La région a soutenu **une opération au niveau des lycées**, le « **Label Attitude** » (1 repas bio ou Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine/semaine/lycée, subventionnés à hauteur de 1€/repas par la région). C'est une démarche volontaire, et déjà 50% des lycées participent, ce qui représente près de **20 000 repas bio/semaine**. L'objectif est d'atteindre 60 000 repas bio/semaine d'ici 2017, soit 3 millions de repas bio/an.
- Elle a mis en place **un plan vini-viticole** qui s'ouvre au bio (14M€ investis).
- La **marque « Bio Sud Ouest France »**, signe d'identification géographique (Midi-Pyrénées et Aquitaine) destinée à valoriser les produits des filières biologiques. Elle a été lancée en février 2013. Cette démarche innovante initiée par deux collectivités régionales répond aux exigences légitimes de traçabilité des consommateurs, à la montée en puissance du mouvement « locavore ». Elle vise à accompagner une filière économique créatrice d'emplois locaux et non délocalisables.
- De plus, la ville de **Toulouse** accueille chaque année le **SISQA, Salon International de la Qualité Alimentaire**, qui compte 70 000 visiteurs en 3 jours.

En ce qui concerne les **outils de développement** des filières de qualité, on peut citer en Midi-Pyrénées :

- Plus de **120 produits de qualité** dans une région qui valorise depuis longtemps les labels de qualité, notamment à travers l'IRQUALIM (Institut Régional de la Qualité Agroalimentaire de Midi-Pyrénées), la bio y a toute sa place. Un **site internet « offre alimentaire en Midi-Pyrénées »** a été lancé en collaboration avec la DRAAF et IRQUALIM.
- Un **Cluster « Midi-Pyrénées saveurs »** a été mis en place, né de la volonté régionale d'animation de la filière qui regroupe plus de 700 acteurs (entreprises, centre de recherche, de formations, associations,...), afin de **développer le secteur de l'alimentation** en facilitant la création, le développement et la distribution de produits agro-alimentaires de qualité et adaptés aux marchés de demain.

- La région renferme un des plus importants **pôles de compétitivité agricole et agroalimentaire** au niveau national (AGRIMIP), qui regroupe des entreprises, des universités, des centres de recherches et de formations, des institutions, afin d'améliorer la compétitivité des productions et des produits agricoles de qualité.
- **Des appels à projets annuels** sont lancés par la région (5 projets sont retenus par an), **pour faciliter les rapprochements entre les professionnels** dans différents secteurs : **12 millions d'euros** sont investis annuellement pour rapprocher les opérateurs économiques et les laboratoires dans les secteurs de l'aéronautique, des applications civiles, ainsi que de l'agroalimentaire, la qualité des produits, l'évolution-suivi des produits (programme « Epicure »).

Pour l'avenir, le **renouvellement du Plan Bio** est une belle opportunité pour **pérenniser et développer les filières bio françaises**. Il est également important de mobiliser au mieux les fonds européens. Aujourd'hui, les régions ont une gestion directe du FEADER sur seulement 20% de l'enveloppe attribuée (80% gérés par l'Etat). Cette faible marge de manœuvre laissée aux régions entraîne une relative difficulté pour soutenir le développement des filières de qualité, ancrées dans les territoires.

La présence de la délégation Allemande annonce une journée riche en échanges et en mutualisation des connaissances. Pourrait-on imaginer une **coopération de Midi-Pyrénées avec une région allemande** déjà bien engagée dans le bio ?

Pour la suite des interventions M.Labarthe, Vice-Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, chargé de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'enseignement agricole, a participé à l'ensemble des débats au cours de la matinée.

Les filières grandes cultures bio en France et en Allemagne



Elisabeth Mercier (Directrice de l'Agence Bio)

Elisabeth Mercier est directrice de l'Agence Bio depuis novembre 2004. L'Agence Bio est la plateforme nationale pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique, groupement d'intérêt public qui rassemble des représentants des Pouvoirs publics (Ministère en charge de l'agriculture, Ministère en charge de l'écologie) et des professionnels (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique des régions de France, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, Syndicat National des entreprises bio et Coop de France).

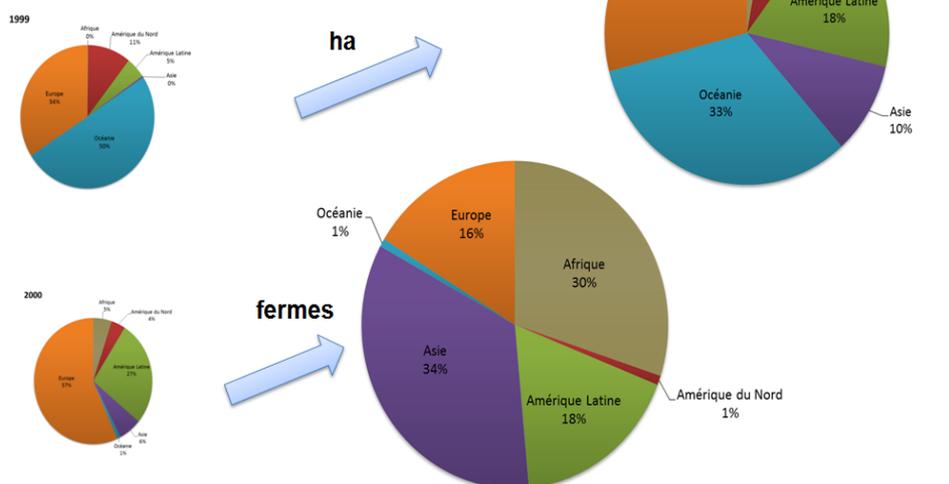
En préalable au déroulement de cette journée particulièrement tournée vers les grandes cultures biologiques et les défis à relever dans ce domaine présentons quelques repères sur l'évolution générale de l'agriculture biologique.

Une agriculture biologique en progression dans le monde et l'UE

Au plan mondial l'agriculture biologique progresse. Elle est passée de **10 millions d'ha à plus de 37 millions d'ha en 10 ans**. Cette décennie a également été marquée par **l'arrivée de nouveaux pays** producteurs en Asie, Afrique et Amérique Latine, si bien que les parts relatives de chacune des grandes zones du monde ont changé. Cette tendance est également visible **au niveau des fermes bio** qui sont passées de **250 000 à plus d'1,8 million** (chiffre indisponible en Chine), avec notamment **un élan en Inde**.

L'agriculture biologique progresse dans le Monde

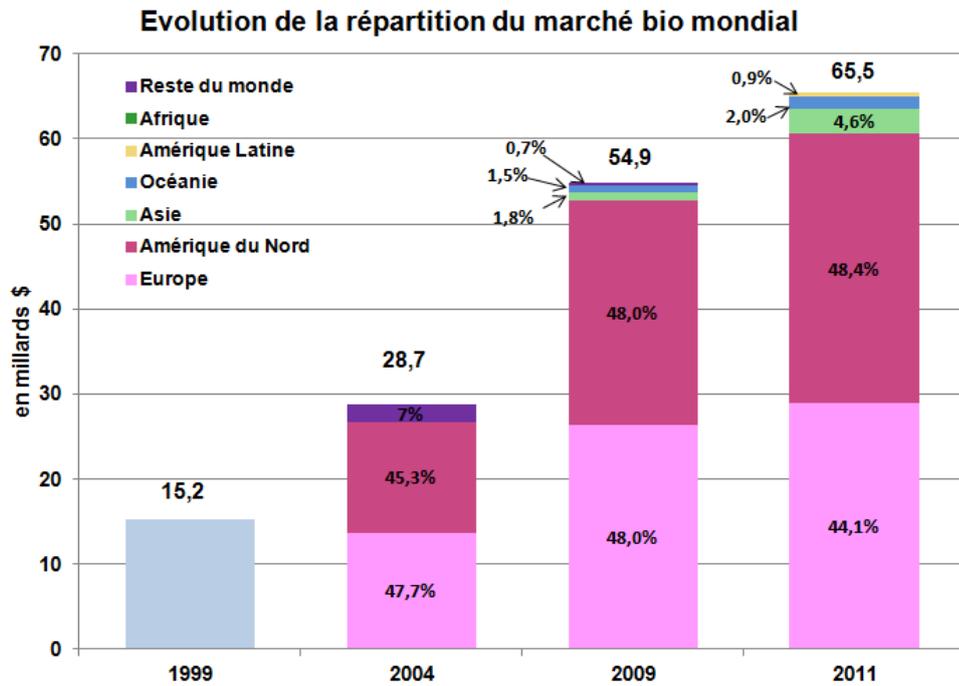
10,6 millions ha certifiés bio en 1999 → 37,5 millions ha en 2011



250 600 fermes bio en 2000 → plus de 1,8 million de fermes en 2011

Source : Agence Bio

Le marché s'est également développé, au cours de la même période, avec un **quadruplement de sa valeur** dans les grandes zones que sont l'Europe et l'Amérique du Nord. La consommation bio se développe maintenant aussi dans de nouvelles zones du monde. Il a atteint **50,5 milliards d'euros en 2011** (dont 6,5 Mds€ en Allemagne et 4 Mds€ en France en 2011). Une augmentation de 14,3%/an est attendue pour les prochaines années.



Source : Agence Bio

Dans l'UE, on recense près de **10 millions d'ha** de surfaces bio (26% des surfaces mondiales) et **240 000 fermes**. **Près des 2/3** des surfaces biologiques se trouvent **dans les grands pays** comme l'Espagne (1,6 million ha), l'Italie (> 1 million ha), l'Allemagne (> 1 million ha), la France (1 million ha en 2012), le Royaume-Uni (>605 000 ha en 2012).

L'Allemagne se distingue jusqu'à présent de par la régularité du développement de son agriculture bio avec un **développement solide**, une **diversité des circuits de distribution et de produits** ainsi qu'un **secteur bio créateur d'emplois** (plus de 150 000 ETP). L'Allemagne est un **partenaire privilégié**.

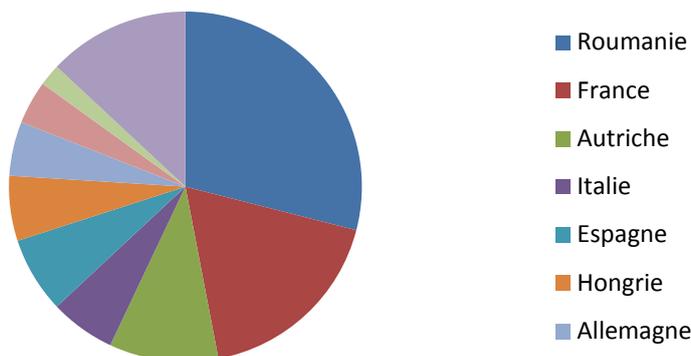
A l'image de ce qui s'est passé dans la plupart des pays ayant adhéré à l'UE le 1^{er} Mai 2004, en Pologne, les surfaces bio ont fortement augmenté mais des faiblesses très importantes sur le plan de la logistique persistent. Ce pays souhaite encourager le développement de la coopération entre les différents acteurs afin de lever les freins auxquels il est confronté. C'est ainsi qu'un cluster bio a été créé dans le Sud de la Pologne.

Les objectifs et plans d'actions en Europe ont été plus ou moins développés suivant les périodes. En tout état de cause, **le développement du secteur biologique est davantage assuré lorsqu'il y a une réelle coopération des acteurs publics/professionnels**. L'étude des disparités inter-pays fait clairement ressortir l'interdépendance des facteurs de développement de l'agriculture biologique.

L'Allemagne et la France, deux situations complémentaires pour la production de céréales

En 2012, plus de 149 000 ha d'oléagineux étaient cultivés en bio dans l'Union européenne, soit 1,5 % de la surface bio européenne et 1,4 % de la surface totale d'oléagineux.

Répartition Géographique des surfaces d'oléagineux cultivées en bio dans l'UE en 2012



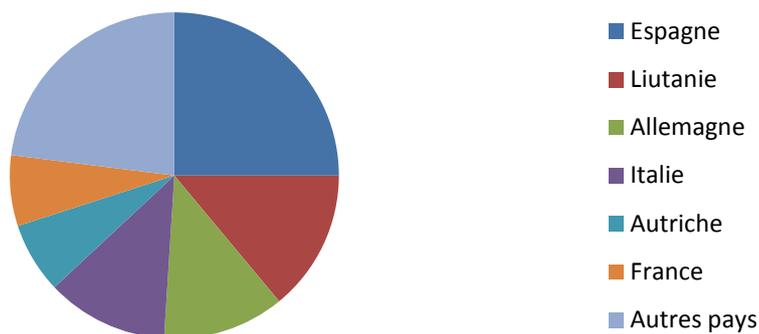
Source : Agence Bio

Les surfaces ont augmenté de 1,6 % en 2012 par rapport à 2011. Entre 2005 et 2012, elles ont progressé de 68 %.

Le tournesol est la principale espèce d'oléagineux cultivée en bio, devant le soja et le colza.

En 2012, plus de 179 000 ha de protéagineux étaient cultivés en bio dans l'Union européenne, soit 1,8 % de la surface bio de l'Union européenne.

Répartition géographique des surfaces de protéagineux cultivées en bio dans l'UE en 2012

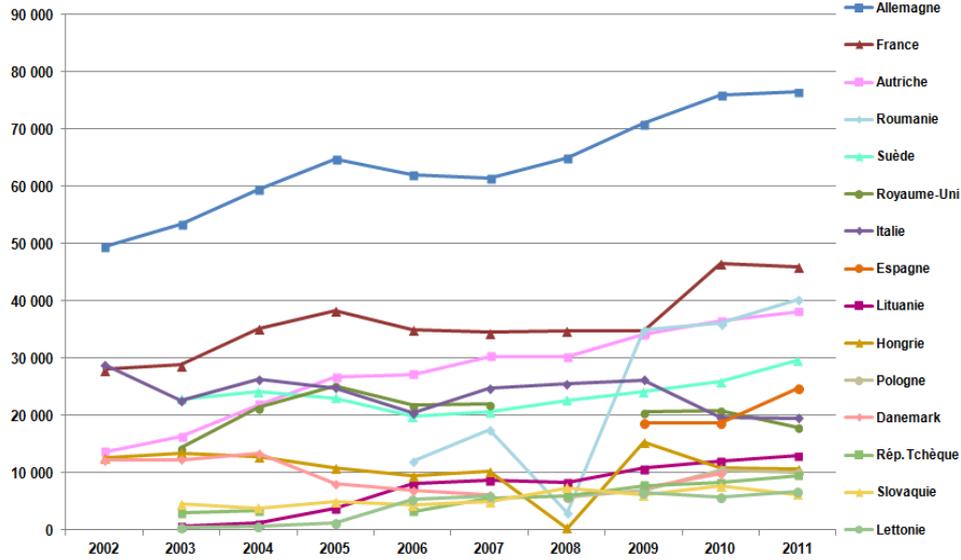


Source : Agence Bio

En 2012, les surfaces de protéagineux cultivées en bio ont reculé de 2,0 % par rapport à 2011 (-4,4 % entre 2010 et 2011).

L'Allemagne est le leader pour la production de céréales bio en Europe avec plus de 200 000 ha. Elle est le premier producteur de blé tendre (échanges intra-communautaires importants), de triticale, de seigle et d'épeautre. L'Italie arrive en 2^e position avec une forte production de blé dur. L'Espagne, bien qu'avec des rendements faibles se place en 3^e position et est spécialisée dans la production d'orge et d'avoine.

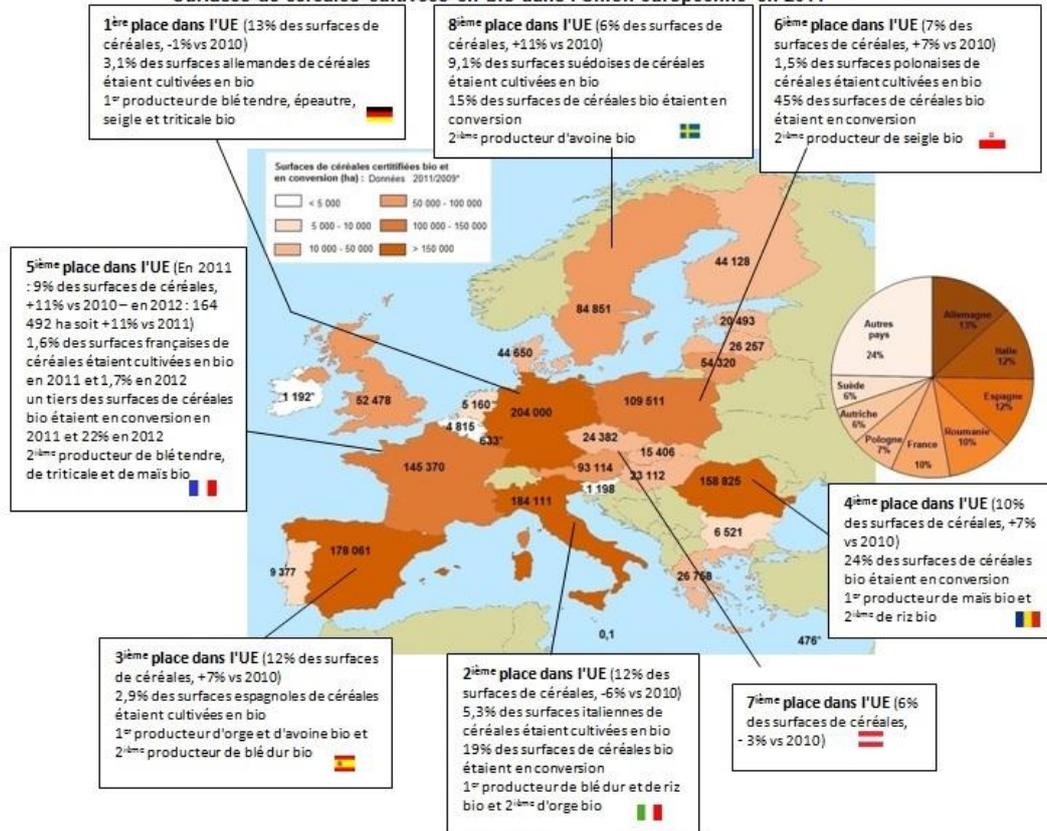
Evolution des surfaces de blé tendre et d'épeautre cultivées en bio dans les 15 premiers pays cultivateurs de l'Union européenne



Source : Agence Bio

La Roumanie, produit surtout des oléagineux (colza et tournesol principalement). Enfin, la **France se place au 5^e rang européen avec plus de 150 000 ha**. Elle se caractérise par la production d'une **grande diversité d'espèces** (surtout des mélanges de céréales) et par la **première place pour la production de soja et de féverole** ; son potentiel pour les prochaines années est fort.

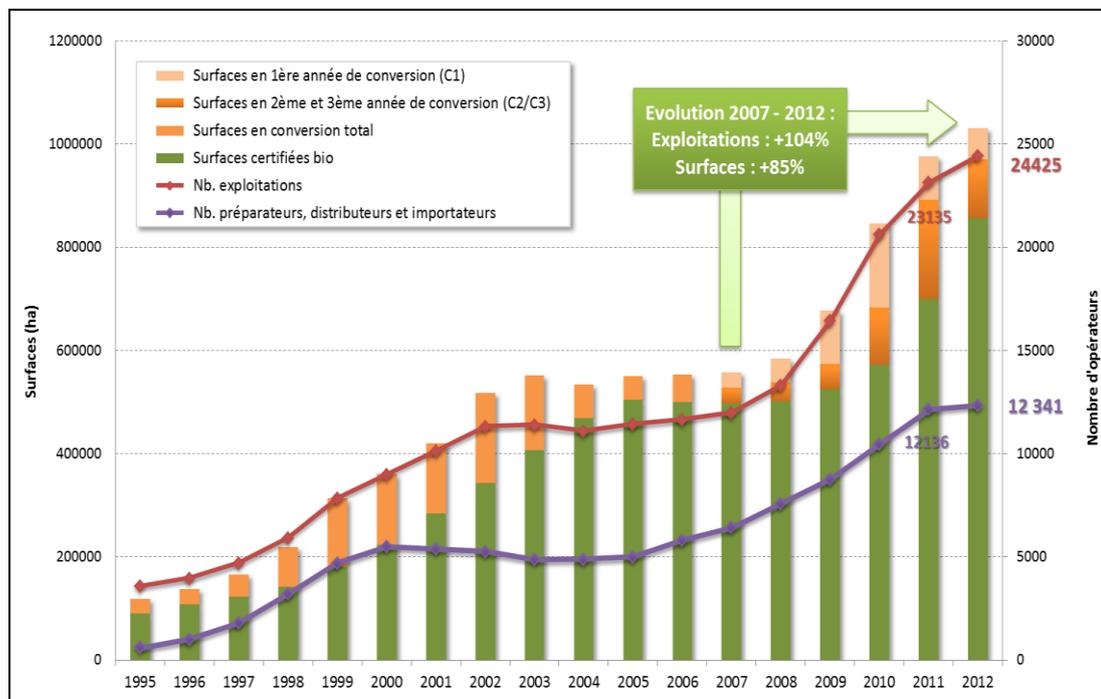
Surfaces de céréales cultivées en bio dans l'Union européenne en 2011



Source : Agence BIO d'après différentes sources européennes - 2013

La barre du 1 million d'ha de surfaces bio françaises a été franchie en 2012

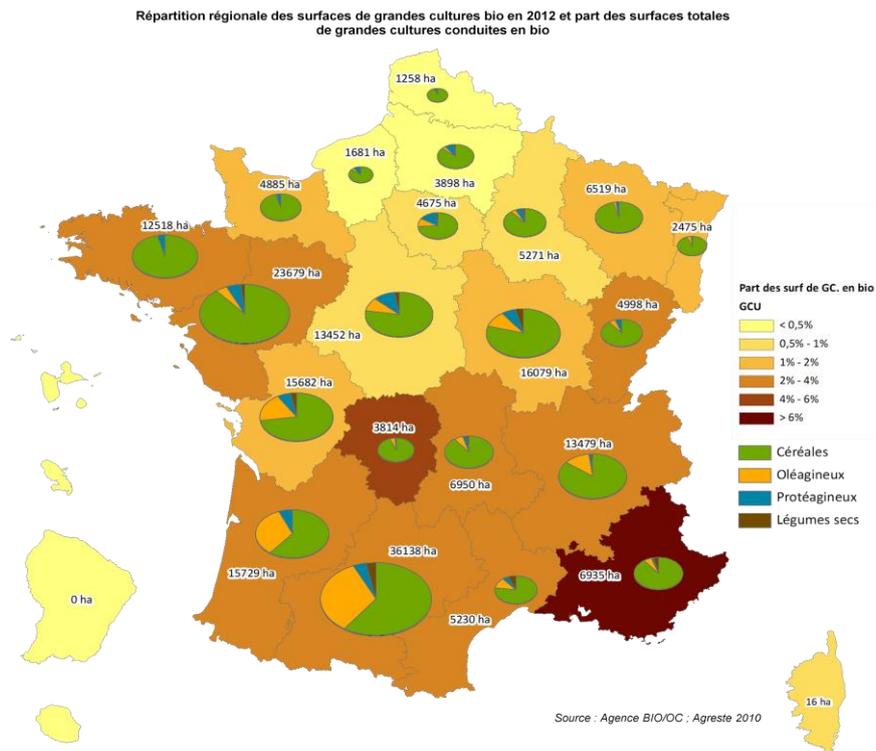
A l'instar de ce qui s'est passé en Midi-Pyrénées, au niveau national, **le secteur bio a doublé au cours des 5 dernières années**, pour passer la barre du 1 million d'ha en 2012 (3,8% de la SAU) et des 25 000 exploitations en 2013 (4,7% du total). Plus de la moitié des surfaces de **grandes cultures bio** est localisée dans **5 régions françaises**.



Source : Agence Bio

Les céréales représentent généralement plus de 75% des surfaces de grandes cultures, néanmoins certaines régions se distinguent par l'importance relative des autres espèces :

- 2/3 des surfaces d'oléagineux dans le Sud-Ouest (Midi-Pyrénées, Aquitaine et Poitou-Charentes)
- 2/3 des surfaces de protéagineux bio dans 6 régions (Midi-Pyrénées, Centre, Pays de la Loire, Aquitaine, Bourgogne, Poitou-Charentes)
- 1/2 des surfaces en légumes secs en Midi-Pyrénées, Bourgogne et Poitou-Charentes où elles représentaient environ de la sole régional de grandes cultures.



Source : Agence Bio

Le nombre d'opérateurs bio s'élève aujourd'hui à 37 000, tous impliqués dans l'innovation technique, sociale et commerciale pour être à l'écoute des consommateurs et répondre à leur demande de proximité à travers une grande diversité de produits. 96% du **marché des produits biologiques** est **assuré par des achats des ménages** (4 Mds €). **L'achat d'ingrédients bio à destination de la restauration collective** représentait en 2012 quant à lui 169 millions d'euros, secteur **en expansion** mais encore modeste.

L'évolution radicale du secteur biologique se traduit par la baisse des achats extérieurs, en réponse aux attentes **des consommateurs qui souhaitent des produits bio et locaux**. L'agriculture biologique est, de fait, de plus en plus reconnue.

Notons que **les profils des fermes françaises** engagées en Grandes Cultures Bio **sont très diversifiés** : une ferme sur deux produisant en grandes cultures bio a également un atelier élevage, une sur quatre utilise plus de la moitié de ses surfaces en grandes cultures, et 11% en utilisent les trois quarts. Les contrastes sont également forts d'une région à l'autre.

BÖLN, un programme national de soutien pour l'Agriculture Biologique en Allemagne



Hanns-Christoph Eiden (Président de l'Office Fédéral pour l'Agriculture et l'Agroalimentaire en Allemagne)

Dr. Hanns-Christoph Eiden est le Président de l'Office Fédéral de l'Agriculture et de l'Alimentation (BLE) depuis 2010. Cet office est chargé des mesures de contrôle dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche et de la mise en œuvre de programmes de recherche et de communication, avec en particulier le programme fédéral pour l'agriculture biologique et d'autres formes d'agriculture durable. Précédemment, Hanns-Christoph Eiden a eu plusieurs fonctions au sein du Ministère Fédéral de l'Agriculture, en particulier celle de directeur des affaires européennes et internationales et de porte-parole allemand du Comité Spécial de l'Agriculture.

L'agriculture biologique est un domaine central pour le **BLE** (*Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung*, www.ble.de) qui **est responsable du contrôle et de l'administration de l'agriculture biologique**. De plus, il a un rôle de consultation auprès du Ministère de l'Agriculture ainsi qu'un rôle d'information et de conseil pour la filière.

Afin de parvenir à une croissance durable pour l'offre et la demande, le **programme BÖLN** a été mis en place en 2001 avec **2 domaines d'actions** :

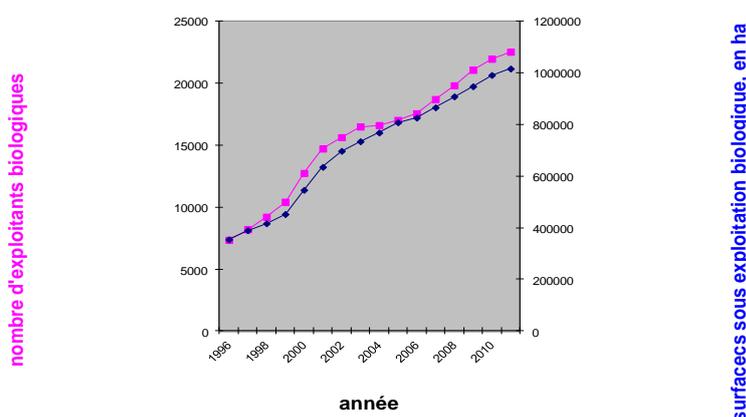
- **Information** sur l'agriculture biologique et l'agriculture durable (7.8 M€)
- **Promotion des projets de recherche et développement**, transfert des connaissances (9 M€)

Les moyens alloués sont de 16 M€/an depuis 2007.

Une croissance de l'Agriculture bio allemande qui a ralenti

Comme le montre le graphique, **entre 2001 et 2004** le programme BÖLN a permis une **croissance soutenue** des exploitations biologiques allemandes. A partir de 2005, **le nombre d'exploitations en conversion a diminué**. Les raisons sont d'ordre économique, mais aussi liées à **l'importation** de plus en plus importante de **produits issus des pays tiers**, dont les prix, plus concurrentiels, renforcent la pression sur les producteurs allemands.

Développement de l'agriculture biologique en Allemagne de 1996 à 2011

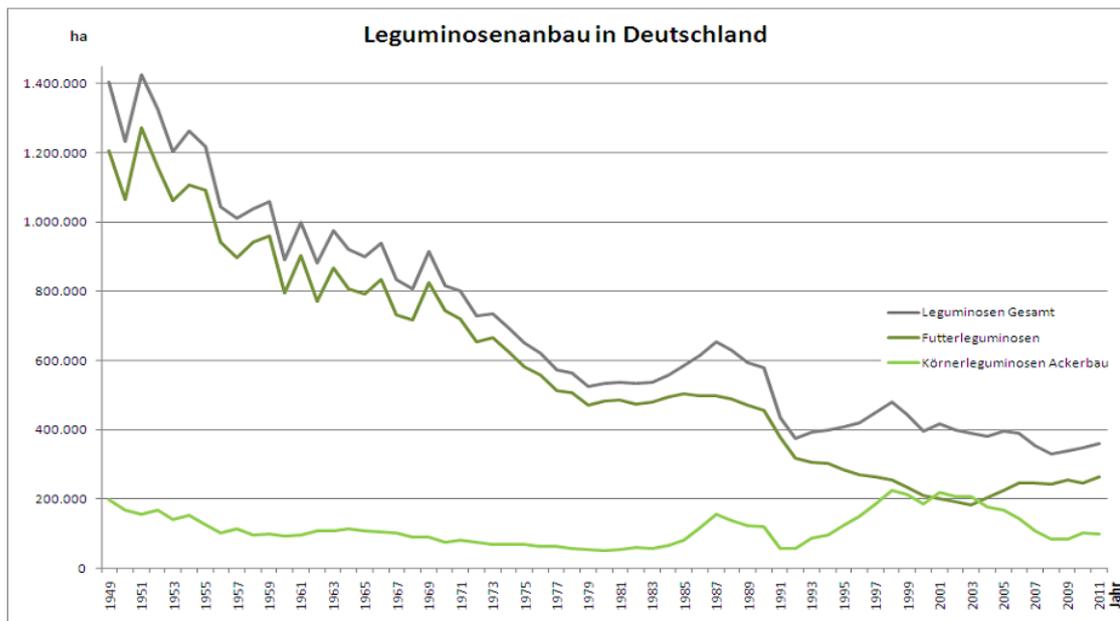


Face à ce constat les agriculteurs doivent faire face pour trouver des solutions face à la pression des prix. La recherche d'une rentabilité des systèmes de production est un objectif permanent pour les producteurs. La disponibilité en fourrage local s'avère être une des alternatives durables vers laquelle il convient de s'orienter.

Le contexte actuel de **diminution de la culture de protéagineux bio** et **d'augmentation des importations de soja** requiert l'évaluation et le **développement** de la culture des **légumineuses** avec un approfondissement des connaissances. Afin de garantir le développement d'une agriculture durable et biologique, les légumineuses sont une solution car elles **contribuent** à la conservation naturelle de **la fertilité des sols** et permettent **d'optimiser l'utilisation de l'azote**. De plus, elles **contribuent à accroître la diversité** des plantes cultivées et donc aussi celle de la faune qui en dépend.

Baisse de la production de protéagineux en Allemagne

La **production de protéagineux est en nette diminution** (division par deux depuis 20 ans) et pas seulement en Allemagne. En parallèle, il est constaté un accroissement de la dépendance aux importations de soja et une indisponibilité de plus en plus forte du soja non OGM.



Source : BLE

Traduction de la légende :

- Leguminosen Gesamt => Légumineuses totales
- Futterleguminosen => Légumineuses pour l'alimentation animale
- Körnerleguminosen Ackerbau => Légumineuses pour l'alimentation humaine

Ainsi face à cette situation, le **BMELV** (Ministère contre la malnutrition, l'agriculture et la protection des consommateurs) souhaite mettre en place une **stratégie de soutien** en faveur de la production de protéagineux basée sur les objectifs suivants :

- utiliser les **bienfaits** qu'offrent ces cultures pour les **ressources naturelles**
- **augmenter** et améliorer **l'approvisionnement en protéines** de production locale, nationale

- compenser les désavantages concurrentiels des légumineuses
- combler les lacunes dans le domaine de la **recherche**
- **Encourager la mise en pratique**

L'idée serait donc de mettre en place une **coopération** concrète entre la **France** et l'**Allemagne** afin d'élaborer une vision commune favorable à une agriculture biologique durable. Pouvons-nous conjuguer nos missions au bénéfice de l'agriculture biologique ? Pouvons-nous nous inscrire dans les « **partenariats pour l'innovation** » c'est-à-dire des démarches expérimentales en faveur de l'innovation technique, en bénéficiant de crédits de l'UE ?



Pascal Gury (Président des groupes bio d'Intercéréales et de l'ONIDOL)

Pascal Gury est producteur de grandes cultures bio à Sainte Radegonde des Noyers en Vendée. Il est engagé dans le secteur coopératif depuis 1984 et dans celui de l'agriculture biologique depuis 1997.

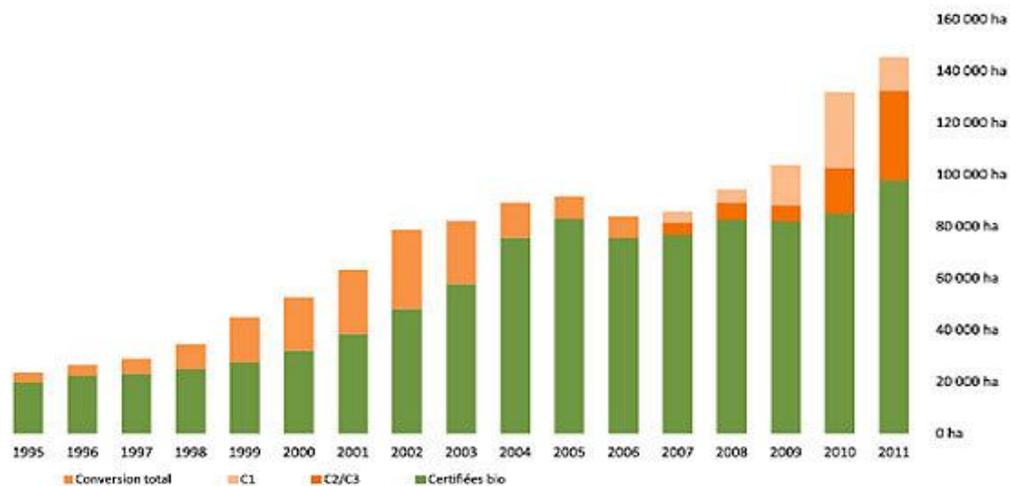
Il est actuellement membre du conseil d'administration de la Coopérative Agricole de Vente et d'Approvisionnement en Céréales (CAVAC), membre du groupe bio de Coop de France, président du groupe bio d'Intercéréales et a été président de l'Agence BIO de février 2009 à février 2011.

La France a adopté la même ligne de conduite que l'Allemagne et reste attentive à bien lever tous les freins au développement des filières grandes cultures biologiques, notamment ceux de la transformation.

Le **groupe bio d'Intercéréales** et la **Commission bio de l'Onidol** sont composées de 3 collèges (Production, Transformation, Mise en marché). Leurs actions sont :

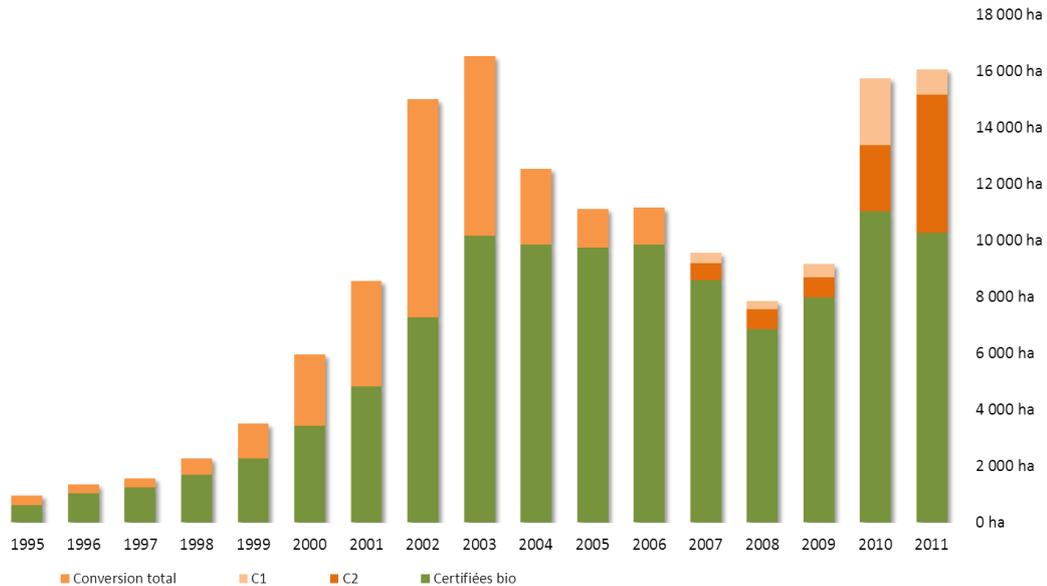
- **améliorer les connaissances** techniques,
- **informer et promouvoir** la bio auprès des professionnels et des consommateurs,
- **mieux connaître les marchés.**

Ses travaux se font en lien avec l'Agence Bio. La France avait près de **145 000 ha** (1,5 % de la SAU française) en 2011 en **grandes cultures bio** (+ 10% par rapport à 2010). 50% des ces surfaces se trouvaient dans les régions Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Bretagne et Bourgogne.



Source : Agence Bio

La **production de protéagineux** est actuellement **stable** avec **16 000ha recensés**. 70% de ces surfaces se situent dans le Sud-Ouest et le Centre-Ouest de la France.



Source : Agence Bio

Les **réunions des experts** dans ces structures permettent de **mieux connaître l'état du marché des céréales-oléo-protéagineux** et valider des **évolutions**, pour éviter la spéculation découlant d'une non transparence qui dessert la structuration des filières. Pour les **oléagineux** (hors soja), la situation du marché est plus délicate à connaître: d'une part l'utilisation de la graine ne donne pas un seul produit mais **deux produits (l'huile et le tourteau)** et d'autre part, le nombre d'opérateurs étant très faible, les **données** même globales sont souvent **confidentielles**.

Au niveau de la production, un travail de fond est à réaliser:

- **sur les variétés d'oléo-protéagineux adaptées aux conditions climatiques** afin de lever ce frein à l'augmentation des volumes pour approvisionner les industries de l'alimentation animale (FAB) et celles de l'alimentation humaine (huileries, fabricants de produits à base de soja...),
- sur les variétés de blé afin de fournir des **farines de la meilleure qualité possible**.
- sur le stockage afin **d'améliorer la conservation des grains**, à des coûts acceptables.

Ces tendances de marché font ressortir **l'enjeu de la coopération** des différents acteurs de la filière biologique des grandes cultures **pour atteindre une autosuffisance nationale**.

Les dynamiques de développement des filières de grandes cultures bio

Afin d'aller toujours plus loin dans l'appui à la production et éviter les décroissances, la coopération entre les acteurs économiques est nécessaire.



Jean-Louis Cazaubon (Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées)

Éleveur et producteur de lait à Poueyferré dans les Hautes-Pyrénées (activité de transformation de lait en produits laitiers frais), Jean-Louis Cazaubon est Président de la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées depuis 1995, et de la Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées depuis 2001.

Il est également premier vice-président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA) au sein de laquelle il a été responsable des questions relatives à l'AB pendant 10 ans, entre 2002 et 2012. Il a présidé le groupe Bio du COPA-COGECA entre 2002 et 2006 à Bruxelles.

En région Midi-Pyrénées par exemple, la **dynamique de développement** de l'agriculture biologique est réelle et **varie de +18% à +36%** (sur la période 2008-2013) selon les années.

Toutes les filières sont en progression mais des **freins sont identifiés** :

- **Le facteur n°1 est l'eau.** Est-on capable de créer de la ressource et de la réserve ? Le rapport Martin sur « la gestion quantitative de l'eau en agriculture, une nouvelle vision, pour un meilleur partage », remise le 05 juin 2013 au Premier Ministre, va dans ce sens.
- La qualité des produits qui doit être liée à **une logique de filières territoriales**

C'est à cela que doit répondre le partenariat européen afin d'utiliser les Fonds de l'UE non pas pour le développement rural uniquement mais également **pour l'appui et le conseil, la promotion des hommes et de leurs filières.**

Au niveau de la **recherche**, des démarches prometteuses sont réalisées **sur le Tournesol** par l'INRA, il conviendrait **d'y adjoindre le Soja.**



Thomas Faure (Président de la Fédération Régionale d'Agriculture Biologique, FRAB)

Ingénieur agricole, après deux ans de responsabilité dans une exploitation conventionnelle, il choisit de reprendre hors cadre familial une exploitation bio en 2002 située à Terrebasse (31). Engagé dès cette date dans le réseau national des agriculteurs bio, il devient président du groupement départemental de la Haute-Garonne (ERABLES31) en 2010 puis de la Fédération Régionale des AgroBiologistes (FRAB) de Midi-Pyrénées en 2011, adhérente de la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique des régions de France (FNAB).

Les **missions** de la FRAB sont **multiples**, en partenariat avec les acteurs agricoles et les collectivités territoriales, avec l'**accompagnement des producteurs, l'appui technique, la formation, le soutien à la commercialisation et l'aide à la conversion en agriculture biologique.**

La FRAB a mis en place un **réseau de fermes témoins** dans le but de faire connaître les techniques développées sur le terrain. En parallèle, elle travaille sur un enjeu fort : la **restauration collective**. En effet, en soutenant ce secteur, il s'agit de trouver de nouveaux leviers pour une organisation collective des producteurs et aussi pour sensibiliser les citoyens aux produits biologiques.

Enfin la FRAB réalise des **actions de communication** telles que « Bio et local, c'est idéal » à destination du grand public et s'intéresse aux problématiques en lien avec la **qualité de l'eau** en informant les producteurs conventionnels des risques de pollution sur les zones de captage prioritaires.

Vers une recherche d'innovations pour plus d'autonomie

L'objectif de développement de la production de Grandes Cultures Oléagineux en Midi-Pyrénées est largement partagé par la FRAB et les marges de développement sont bien là.

La FRAB souhaiterait identifier 3 axes de travail :

- **Plus d'autonomie**, notamment vis-à-vis de l'azote pour diminuer la dépendance des élevages industriels ;
- Etre **moins dépendant de l'eau**, et développer la durabilité économique et des techniques innovantes ;
- Innover commercialement et rechercher la **complémentarité des circuits de distribution**;

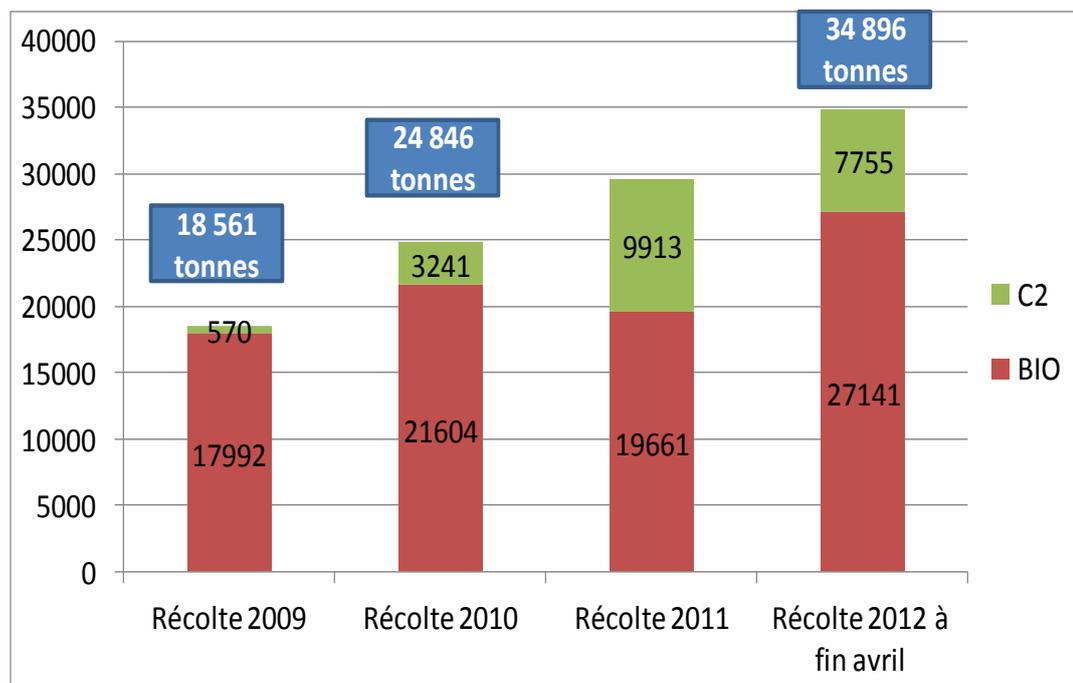


Nicolas Lecat (Directeur général d'AgriBio Union, ABU)

Nicolas Lecat est directeur général d'AgriBio Union depuis 5 ans. Créée en 2000 et basée à Salvagnac (81), AgriBio Union fédère les activités bio de 5 coopératives (Coop AgriBio Midi-Pyrénées-Aquitaine, Euralis Céréales, Alliance Occitane, Terres du Sud et Union Actéo).

Elle est spécialisée dans la collecte, le stockage et la mise en marché de Céréales Oléo-Protéagineux (COP) et légumes secs bio dans le Sud Ouest de la France. La Coopérative compte 1000 producteurs de COP et légumes secs et 15 sites de stockage, d'une capacité de 30 000 tonnes. Elle collecte entre 35 et 40 000 tonnes de COP + légumes secs par an. AgriBio Union adhère à la fédération régionale des coopératives agricoles et alimentaires de Midi-Pyrénées (Coop de France Midi-Pyrénées) et aux interprofessions régionales (Interbio Midi Pyrénées, Arbio et Sud et Bio).

ABU a été créée sur la base d'une CUMA il y a presque 30 ans. A partir de 1999, le fort développement de la demande en grandes cultures bio et l'accompagnement par les structures publiques et politiques pour développer les conversions dans un contexte où les productions sont atomisées et les investissements matériels très peu développés, l'Union de coopérative est alors créée pour **relever les défis de la production bio**. En 2012, **ABU réalise quasiment 36 000 t de collecte de céréales biologiques**, notamment grâce à de nombreuses conversions. Aujourd'hui, la réflexion porte sur la mise en marché des volumes en conversion qui souvent créent des goulots d'étranglement.

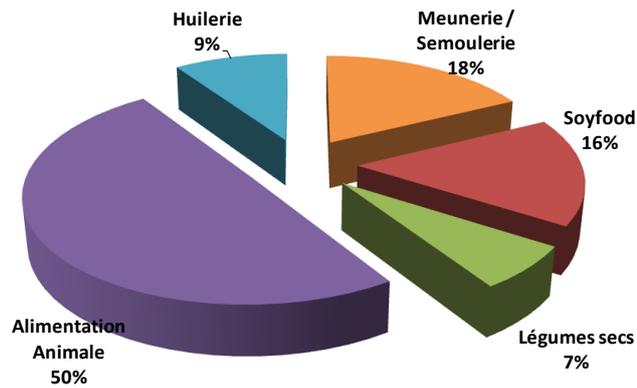


Source : ABU

ABU regroupe **une quinzaine de sites de stockage** avec un maillage adéquat pour **répondre aux besoins des agriculteurs ainsi qu'à des exigences d'efficacité économique**. En parallèle, ABU prévoit l'extension et la construction de nouveaux silos, avec un renforcement des équipes. Aussi, l'activité de stockage est une activité à part entière avec de fortes exigences et ABU se fait écho du message de P. Gury : **la régulation des marchés du secteur bio de petite taille est fortement liée au stockage et à la 1^{ère} transformation**.

L'**agrofourmiture** est également un domaine important pour ABU, **dans le sens du progrès technique et de la recherche variétales**. La coopérative s'est donc entourée d'une **équipe de recherche étoffée** (semences, fertilisation organique, produits protection des plantes ...). Cependant, **l'inertie dans l'homologation des nouvelles variétés et les coûts liés représentent un réel frein au progrès**.

ABU a la volonté de proposer **une gamme de produits la plus large possible** pour **répondre aux besoins agronomiques** des producteurs et **aux demandes du marché**. Le blé tendre bio à destination principale de la meunerie est le produit clé d'ABU.



Source : ABU

La coopérative est toujours tournée vers plus de structuration de filière comme en témoigne le partenariat avec Nutrition & Nature sur le soja par exemple. ABU s'engage de plus en plus dans des **contractualisations pluriannuelles** pour garantir des **relations économiques saines entre amont et aval**.

Le partenariat entre Nutrition et Nature et ABU, un exemple de coopération entre l'amont et l'aval de la filière :

Ce partenariat a permis l'investissement dans un outil de trituration automatisé doté d'un cuiseur ; Soja Press a été inauguré en 2013 par Terres du Sud. L'outil est exploité à 60% par Terres du Sud et 40% par Maisadour. Celui-ci permet aujourd'hui de triturer 6 000 tonnes de graines par presse et de produire 4,5 tonnes de tourteaux bio. La vision d'avenir dans cet investissement est de pouvoir doubler le potentiel de production en atteignant 9 000 tonnes de tourteaux de soja et de valoriser près de 35 000ha des produits de rotations de grandes cultures dans le Sud-Ouest. Cette démarche illustrant les partenariats et les complémentarités dans la région entre les différents acteurs bio.

Pour l'avenir, ABU a des attentes :

- **amélioration de la connaissance des marchés** (Production / utilisation, déclarations import/export)
- **favoriser la régulation des marchés** (Anticipation des productions, contractualisation collective filières, capacités de stockage performantes)
- **permettre une croissance des conversions grandes cultures continue et maîtrisée** (Un plan d'action dans le cadre d'ambition bio 2017)
- **développer les outils de première transformation au niveau régional** (pour l'Équilibre des rotations de cultures)
- **faciliter le développement des PME** (Démarches plan silo, financement, recrutement, simplification des démarches)



Bernard Storup (Directeur général de Nutrition et Nature (alimentation humaine) et Président d'Interbio Midi-Pyrénées)

Président d'InterBio Midi-Pyrénées depuis 2009, interprofession au service des filières et des opérateurs biologiques régionaux, Bernard Storup dirige la société Nutrition et Nature, basée à Revel (31).

Il a cofondé Nutrition et Soja SA en 1982, devenue Nutrition et Nature SA en 2011, spécialisée dans les préparations à base de soja biologique à destination de l'alimentation humaine (« Soy ») auprès des magasins spécialisés et des coopératives d'alimentation biologique en France et à l'étranger (Italie, Espagne, Portugal, Suisse et Belgique).

Elle propose également une large gamme de produits adaptés à la restauration collective et commerciale ainsi qu'aux transformateurs désirant utiliser des produits à base de soja comme matière première dans leurs fabrications.

La société, créée en 1981 sous le nom de SOY, a rejoint le groupe Nutrition et Santé il y a 20 ans et a été installée à Revel. L'objectif est de faire découvrir des **produits d'alternatives végétales aux protéines animales**.

Aujourd'hui, **Nutrition & Nature** produit essentiellement des boissons à base de soja et des dérivés comme le tofu. Elle se positionne en **leader** dans son domaine avec un **chiffre d'affaires de 30 millions d'euros** (essentiellement avec les magasins spécialisés).

La société regroupe **3 métiers** dont :

- « **Meunerie** » avec nettoyage et dépelliculage
- « **Laiterie** » avec broyage, cuisson, filtration pour obtenir du « lait » de soja.
- **Atelier traiteur** pour fabrication du tofu

Dès le départ, la question de l'origine de la matière première s'est posée avec une volonté d'**approvisionnement régional**. Nutrition & Nature a donc développé ses **relations avec les agriculteurs biologiques de la région** et **ABU** est ainsi devenu un **partenaire privilégié** pour développer la filière. Dans le cadre d'un PID (Plan Intégré de Développement) visant à créer une **filière** de production de **soja alimentaire** à destination **humaine**, l'association **Sojadoc** a été créée en 1996. Elle développe des actions autour de la structuration de la filière et de la qualité. Un **cahier des charges** a ainsi été élaboré (17ème actuellement) et il est amélioré d'année en année au cours de réunions ad hoc.

La poursuite de l'**amélioration permanente de la qualité** a toujours été au centre des préoccupations. C'est pourquoi les premières actions ont été **d'investir dans l'amélioration du stockage et de l'équipement pour le suivi de la qualité**. Le **résultat** le plus pertinent de toutes ces études s'est fait au niveau du **taux de protéines** (de 40% il est passé à près de 43%) et de la maîtrise des risques de **contamination externe par des OGM** (alors qu'en 2007 certains lots étaient encore contaminés par quelques graines OGM depuis 6 ans aucun lot n'a été décelé positif).

La **contractualisation** a également été mise en place, avec un **engagement à 3 ans**, certes contraignant, mais qui à long terme permet de **sécuriser les approvisionnements** avec une recherche continue de consolidation de la filière.

Grâce à une **proximité avec les producteurs locaux et la recherche permanente de qualité**, **Nature et Santé** a décroché de nouveaux marchés sur le plan international et est reconnu pour sa capacité à éviter les contaminations OGM.



Fabian von Beesten (Responsable pour la culture du soja par contrat pour Life Food GmbH (produits Tofu "Taifun"), Centre Agronomique pour la Culture et le Développement du Soja).

Taifun est une société allemande spécialisée dans la production de tofu bio depuis 25 ans. Depuis les années 90, l'entreprise a développé la culture du soja par contrat pour assurer l'approvisionnement de soja de haute qualité – et sans OGM. Le «Centre Agronomique pour la Culture du Soja et pour le Développement» a été fondé en 2012. Outre l'achat du soja, il s'occupe du développement de la culture du soja et des nouvelles variétés précoces pour tofu. En 2013, une centaine d'exploitants cultivent du soja pour Taifun sur une surface de 1.400 ha répartis en France, Allemagne et Autriche.

L'expérience de Taifun, leader européen pour la vente de tofu bio

L'historique, la dimension de l'entreprise ainsi que la philosophie d'approvisionnement de Taifun sont identiques à ceux de Nutrion & Nature. **Taifun** est le **leader** du marché en **Europe** pour le **tofu bio**.

La société commercialise une grande variété de produits à base de tofu en bio. En Allemagne, le nombre de producteurs de soja bio est moindre qu'en France. **L'entreprise à recours à des importations** (30% en dehors de l'Europe) pour satisfaire ses besoins en matière première. Taifun a depuis longtemps développé des **liens directs avec ses producteurs** car il n'existe aucune structure du type d'ABU dans la région. Cette structure de coopération n'existe d'ailleurs ni en Allemagne ni en Autriche. Taifun emploie donc **2 ingénieurs pour développer les grandes cultures bio et apporter un appui aux agriculteurs**. Taifun a ainsi développé la **contractualisation** et mis en place un **centre agronomique** pour la culture et le développement du soja, où sont pratiqués de nombreux essais variétaux (tests sur des croisements de variétés).

La société travaille en outre avec la Bourgogne, l'Alsace et la Franche Comté, notamment avec Dijon Céréales.



Judith Moog (Directrice de Bio Planète)

Basée en Allemagne, son pays natal, Judith Moog a repris la société fondée par son père en 1984 dans l'Aude à Bram, première huilerie française dédiée à la bio. A la vente de la ferme plus tard, la famille a poursuivi une activité de transformation, notamment des oléagineux.

Bio Planète travaille principalement des graines de tournesol et de soja, cultivées par les producteurs locaux. Ces deux oléagineux sont les espèces phares transformées par l'entreprise, dont la gamme ne cesse de s'élargir, avec l'arachide, le carthame, la noisette, la noix, le sésame, l'amande, le pépin de courge, le coco, l'argan et le colza. L'Allemagne est le premier client actuel de Bio Planète à l'exportation, qui représente 70 % de son activité.

Aujourd'hui la gamme de **Bio Planète** compte **41 huiles**, dont **une partie est achetée à des partenaires** (comme l'huile d'olive car peu produite dans la région). La **transformation** se fait uniquement en **pression à froid**.

Depuis qu'elle est à la tête de l'entreprise (1989), Judith Moog a mis beaucoup d'énergie pour développer la marque, en France et à l'étranger. **L'exportation**, notamment vers l'Allemagne, représente **70% des ventes** de l'entreprise (surtout de l'huile de Tournesol). Le reste du CA est réalisé en France.

De plus, la société s'implique beaucoup dans **l'innovation produit**, comme dernièrement avec la **gamme Omega plus**.

Questions/réponses

Comment s'organise la commercialisation des tourteaux ?

Judith Moog :

Il semblerait que **les huiliers aient du mal à valoriser les tourteaux** c'est pourquoi il faut tendre vers davantage de **contractualisation tripartite**. Aussi, le **marché des oléagineux est plus volatile que celui du soja**. Si le cours du Tournesol ou du Colza augmente, et si le prix des tourteaux n'augmente pas dans en proportion similaire, les produits sont difficiles à vendre. Ce sont **les importations** qui exercent une **pression** directe en temps réel **sur le prix du tourteau**.

Le process actuel de fabrication ne permet pas d'extraire la totalité de l'huile et donc les tourteaux français sont relativement huileux. Le risque est d'envoyer des graines à l'export qui reviennent sous format de tourteaux ou d'huile de moins bonne qualité.

Quid de la contractualisation pour Taifun ?

Fabian Von Beesten :

A partir du moment où l'agriculteur livre chez Taifun et sur la base de l'achat de semences, un **prix fixe** pour la récolte lui est **garanti**. Assez simple sur le principe, ce n'est cependant **pas un contrat sur des quantités**. Il n'y a pas de garantie de prix sur 3 ans mais Taifun a toujours valorisé la production jusqu'à présent. Il faudra peut être réfléchir à un modèle de ce genre dans le futur. Taifun garanti **un prix nettement supérieur au prix du fourrage**. S'il augmente, alors Taifun aligne ses prix et les augmente au moment de la récolte, vers un prix juste. Ce qui est plus **important** que la relation contractuelle **c'est la relation de confiance avec les producteurs**.

Qu'en est-il de l'okara ?

Bernard Storup :

Pour rappel, l'okara est **le tourteau de soja frais, humide et riche en protéines**. Il a d'énormes qualités pour l'alimentation du bétail, mais paradoxalement, à ce jour, il n'est **pas valorisé**. En revanche, ce problème a été évoqué, entre Nutrition & Nature et ABU par exemple, et il faudrait **pouvoir sécher** cet okara **pour obtenir des débouchés régionaux**. Le **coût du séchage** (énergie) est cependant **réhibitore**. Une innovation régionale pour le valoriser localement serait très appréciée. Ce produit **pose des problèmes à tous les transformateurs dans le monde** : certains l'enfouissent comme au Japon, d'autre le sèche et le valorise comme Sojasun.

Il est regrettable que l'okara soit la matière qui détient le plus de protéines et qu'on ne puisse la valoriser, dans un contexte où les besoins en alimentation animale biologique sont importants.

Des problèmes agronomiques pour trouver des débouchés pour l'ensemble de la rotation sont constatés. Existe-t-il des partenariats en France ou en Allemagne pour rectifier cela ? Des recettes ?

Nicolas Lecat :

Il n'y a pas de recettes mais ce sont les partenariats multiples qui peuvent faire avancer les situations. Dans chacune de nos régions nous faisons face à cette difficulté d'adéquation entre offre et demande. C'est pourquoi, de nombreuses **entreprises et des transformateurs** se sont ouverts à **des schémas de contractualisation pluriannuels**.

Fabian Von Beesten :

En Allemagne du Sud Ouest par exemple, Taifun achète des graines de soja bio et les agriculteurs y consacrent au moins 50% de leur SAU. Les activités sont liées et complémentaires, et par exemple notre meunier en soja l'est aussi en céréales. Le défaut est davantage le manque de coopération.

La multitude d'acteurs et les flux de matières variables ne jouent-ils pas contre le développement de la bio ? Comment sentez-vous cet avenir de mise en commun pour booster la bio encore plus ?

Elisabeth Mercier :

Lors de cette matinée d'échange, il y a eu une mise en évidence des démarches exemplaires avec les différents acteurs de la filière (producteurs, stockeurs, transformateurs) par tous les intervenants. Les projets sur la base de la contractualisation ou les projets de sélections végétales sont autant d'exemples de réussite ; ils constituent des atouts pour le développement. Par ailleurs la recherche de relations toujours plus justes et plus durables permet aujourd'hui d'impliquer tous les acteurs. Il y a anticipation même s'il y a des besoins à satisfaire au niveau national ; on est résolument tournés vers l'avenir.

Nicolas Lecat :

Il y a cependant effectivement une grosse complexité à **développer une organisation multi-filières et multi-produits**, qui **nécessiterait une mobilisation forte**. C'est clairement ce qui a poussé ABU à chercher des partenariats. Cela nécessite une analyse assez forte des entreprises et une bonne connaissance de l'ensemble de la gamme de production pour nouer des partenariats plus approfondis que ceux du conventionnel. C'est une démarche à encourager.

Judith Moog :

Nos entreprises sont relativement jeunes, relativement petites, mais nous pouvons nous entourer d'hommes pour résoudre nos problèmes. On ne se sent pas compétent, mais nous avons des lieux d'échanges pour avancer ensemble. Nous souhaitons des filières courtes avec de la valeur ajoutée dans le pays.

Bernard Storup :

La notion de **partage et de diffusion de l'information** doit être **au centre des préoccupations** pour éviter de faire des choses en doublons. Des **structures nationales comme le Synabio** sont vraiment là pour traiter ce genre de problématiques. Il faut que les entreprises rejoignent ces structures. **Plus on rencontre des gens, plus c'est intéressant.**

Conclusions par Mme Mercier et les différents intervenants

L'innovation dans les territoires est primordiale pour favoriser la dynamique de l'agriculture biologique, elle doit s'appuyer sur la **poursuite des démarches collectives.**

A travers les différents cas concrets qui ont été présentés **la complémentarité des partenaires** d'une filière (des producteurs aux consommateurs) apparaît être **un atout** certain notamment pour **garantir l'équité entre les attentes** de chacun.

Enfin notons que la **contractualisation** est un véritable outil de structuration des filières et les **inscrit dans la durabilité.**

Il ne faut plus avoir peur de s'engager et oser aller de l'avant pour continuer à développer de nouvelles idées et ce malgré un contexte variable.

Des démarches innovantes, des travaux de recherche-expérimentation en cours



Anne-Gret Gross Spangenberg (Coordinatrice de la stratégie nationale pour les protéagineux : BÖLN)

Depuis 2003, Dr. Groß-Spangenberg travaille à l'Office Fédéral de l'Agriculture et de l'Alimentation dans le domaine de l'agriculture biologique, où elle coordonne la stratégie nationale pour le développement des protéagineux depuis 2012.

Ingénieure en agriculture, spécialisée en production végétale, Dr. Groß-Spangenberg est responsable de la promotion de la recherche dans le cadre du programme fédéral de l'agriculture biologique et d'autres formes d'agriculture durable ; elle met l'accent sur les projets de recherche sur les légumineuses.

L'Agence de la stratégie nationale pour les protéagineux a été créée en 2012 au sein de l'Office Fédéral de l'Agriculture et de l'Alimentation (BLE).

Cette Agence a un rôle de coordination et de mise en œuvre des différentes mesures d'encouragement, des expérimentations, ainsi que de publication de rapports d'expertise liés aux recherches sur le développement des protéagineux. Cette stratégie s'insère dans le programme national pour l'alimentation.

En ce qui concerne plus particulièrement l'agriculture biologique, les problématiques sur les protéagineux s'articulent autour de la nouvelle réglementation qui impose en 2015 une alimentation 100% AB pour les monogastriques, ainsi qu'autour des questions environnementales et écosystémiques (apport d'azote dans les sols, biodiversité, valorisation des fourrages,...).

L'Agence organise sa stratégie autour de 4 champs d'application :

1. Politique Agricole Commune (PAC)

La nouvelle PAC en 2013 tend vers une « écologisation », une mesure a été proposée afin de valoriser les zones écologiques prioritaires avec des cultures sans fertilisation azotée, comme les protéagineux AB.

Des aides pourraient être attribuées dans le cadre d'une compensation spécifique pour la culture de légumineuses (AB et conventionnelles),

mais pas d'aide directe possible, car cela serait contraire aux règles de l'OMC.

2. Sélection variétale

Le développement des protéagineux est intimement lié au **développement de variétés performantes du point de vue du rendement, du taux protéique** et de la valorisation par les opérateurs d'aval.

3. Recherche

L'approche de la recherche est interdisciplinaire, avec une intégration forte des recherches scientifiques aux réalités du terrain.

La stratégie est de **créer des réseaux de scientifiques et de professionnels** afin d'élaborer une stratégie performante pour le développement des protéagineux (liaison forte entre les besoins des opérateurs économiques et les travaux des scientifiques), englobant toute la chaîne de création de valeur.

Les rapports sur la stratégie de recherche pour l'exploitation des services écosystémiques des légumineuses sont disponibles sur www.dafa.de (DAFA : Alliance Allemande pour la recherche agronome) en Allemand et en Anglais.

4. Démonstration sur terrain

L'objectif est de promouvoir le **transfert de connaissance** et le conseil **pour montrer les bonnes pratiques** à travers des journées techniques, des formations et des présentations de débouchés.

Cette organisation permet de renforcer la culture de légumineuses tout eu long de la chaîne de création de valeur pour une adéquation entre l'offre et la demande, à travers la **coopération entre l'amont et l'aval**, et **une information permanente sur les évolutions des recherches scientifiques** et de la PAC.

Mise en œuvre de la stratégie nationale :

1. Lancement d'un **appel à projets** « extension et amélioration de la production de légumineuses, **avec focus sur le soja et le lupin** » **fin 2012.**

36 projets reçus sur :

- La valorisation en alimentation humaine et animale
- La productivité des végétaux
- La protection des ressources naturelles
- Des études technico-économiques et socio-économiques

2. Lancement d'un **2^{ème} appel à projet en 2014 avec un focus sur le pois et la féverole**

Les évaluations sur la pertinence des projets proposés reposent sur les résultats des recherches déjà réalisées depuis 1985 en Allemagne :

- Des initiatives régionales (Bavière, Baden-Württemberg, Rhénanie du Nord Westphalie)
- **130 projets de recherche soutenus dans le cadre du BÖLN** (maladies des plantes, engrais, association de cultures,...).

L'information est disponible sur :

- www.ble.de
- www.bundesprogramm.de

- www.orgprints.org

Pour l'avenir, il existe une réelle **volonté de développer une coopération France/Allemagne dans le cadre du programme cadre UE pour la recherche et l'innovation horizon 2020.**

Des outils existent pour renforcer la coopération européenne, par exemple un appel de la Direction générale de l'Agriculture a été lancé pour la création de focus groups (<http://ec.europa.eu/agriculture/eip/focus-groups>).



Jürgen Recknagel (*Responsable de la coopération transfrontalière et secrétaire du Sojaförderring au Centre de technologie Agricole d'Augustenberg, LTZ*)

Agronome diplômé de l'université de Hohenheim (Stuttgart) et spécialisé en production végétale, Jürgen Recknagel est directeur de l'antenne de Müllheim du Centre de Technologie Agricole d'Augustenberg (LTZ) et secrétaire allemand de l'Institut Transfrontalier d'Application et de Développement Agronomique (ITADA). Il est chargé du département Agriculture Biologique au sein du LTZ et dirige le Cercle pour la promotion de la culture du soja en Allemagne (Deutscher Sojaförderring). Il est impliqué dans le projet BÖLN 'Développement de la culture du soja en Allemagne par adaptation génétique et optimisation agronomique et technologique'. (Les autres partenaires du projet sont les universités de Hohenheim (sélection), Kassel, Göttingen, Osnabrück et Nürtingen ainsi que les instituts JKI et FiBL, le service de conseil Naturland et l'entreprise alimentaire Life-Food.

Le Centre de Technologie Agricole d'Augustenberg (LTZ) est situé dans le Baden-Württemberg. Il est organisé en 3 départements :

- productions végétales et protection de l'environnement,
- analyse du sol, des aliments fourragers et des semences,
- phytosanitaire.

LTZ possède un service de coopération transfrontalière en lien avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace.

Récapitulatif des surfaces de légumineuses produites en Baden-Württemberg :

	2012	féverole	pois	lupin	soja	lentille	autres	mélanges avec f, p	Total (moyenne)
Surface totale (ha)		1074	3073	69	1418	280	124	173	6211
dont bio (ha) (MEKA)		697	497	31	455	222	50	87	2039
Part du bio au total (%)		65	16	45	32	79	40	50	33

On peut noter que **le pois est peu développé en bio car difficile à produire.**

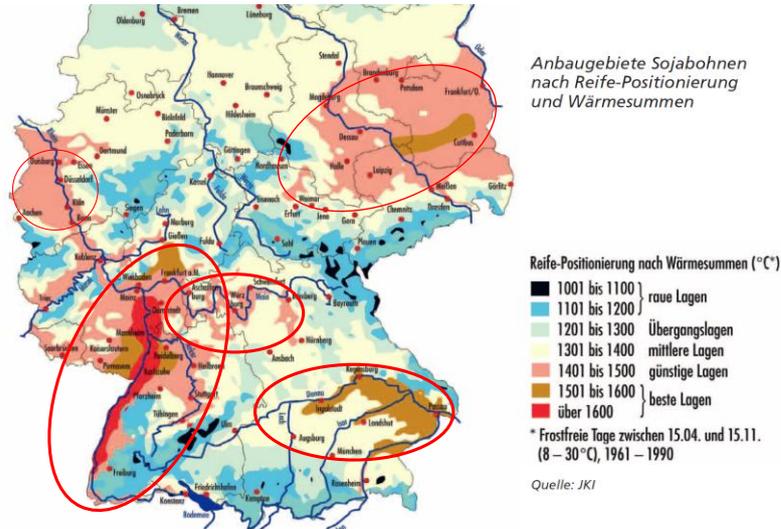
Le **Sojaförderring** est une **association pour la promotion de la culture du soja en Allemagne** créée en 1980 dans le Sud Ouest (Baden-Württemberg) qui regroupe tous les acteurs de la filière. Son secrétariat est situé à l'antenne de Mullheim du LTZ.

Les actions mises en œuvre au sein de cette association sont :

- **diffuser les informations** sur la culture de soja en Allemagne,
- **coordonner l'expérimentation** en Allemagne,
- **l'implication partenariale** dans le projet **BÖLN** pour le développement du soja.

En Allemagne, les **surfaces en soja sont peu développées** par rapport aux autres pays frontaliers (5 000ha en 2012). Ces surfaces sont situées principalement

dans le Sud (Bavière) et le long du Danube où de nombreux transformateurs se sont installés (FAB majoritairement). Récemment, un développement des surfaces a été constaté dans le Nord du pays où la concurrence avec les autres cultures (colza, blé) est moins forte.



Les surfaces rouges et brunes présentent les meilleurs avantages comparatifs pour la culture de soja (climat sec et températures élevées).

Les usines de transformation sont installées près des zones à fort potentiel de production :



Des usines de FAB s'approvisionnent pour l'instant à l'extérieur de l'Allemagne (étoiles sans fond). Elles vont probablement modifier leur stratégie d'approvisionnement en se positionnant au plan national, car il devient difficile de sécuriser la filière soja en provenance de Chine ou du Brésil (problèmes de traçabilité, de contamination).

Les actions de développement du soja menées par l'association dans le cadre du BÖLN (disponible sur www.sojainfo.de), se résument comme suit :

- **Sélection variétale** de soja pour produire du Tofu dans les régions à moindre avantage comparatif (températures basses),

- **Amélioration des itinéraires techniques** (ex : expérience de semis direct avec un rendement de 25qx/ha, soit 10 à 20% de moins qu'après un labour),
- **Stockage** au sein des fermes : pour l'instant recensement et comparaison de ce qui existe déjà.

Les **perspectives** pour le développement du soja :

- **Elargissement des surfaces sous contrat**,
- Prolongement de **l'initiative protéique en Bavière** avec possibilité de développer un nouveau programme en Allemagne du Sud à partir de 2014,
- Développement des **projets de recherche** universitaire avec des financements nationaux,
- **Recherche/sélection du soja non OGM** conventionnel et bio dans la vallée du Danube (Baden Württemberg – Autriche – Hongrie – Roumanie - Balkan – Mer Noire) : mise en réseau des différentes structures de recherche pour un développement concerté.

Des outils existent pour le développement du soja au niveau européen, comme l'initiative européenne dont a parlé Madame Gross-Spangenberg : l'appel de la Direction générale de l'Agriculture pour la création de focus groups.

Les sites pour retrouver l'information sur le soja en Allemagne :

- www.sojafoerderring.de
- www.sojainfo.de



Pierre Jouffret (*Responsable de recherche-expérimentations sur les oléagineux bio dans le Sud de la France, CETIOM*)

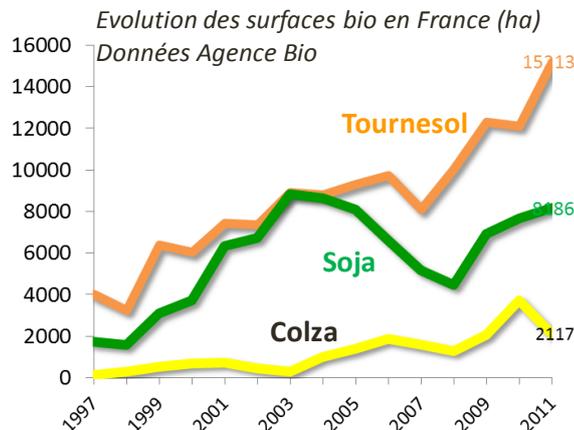
Ingénieur agronome, Pierre Jouffret est responsable des activités de développement et d'expérimentation des cultures oléagineuses, en productions biologique et conventionnelle, dans le Sud de la France, depuis 1990.

Les références acquises par le CETIOM ont largement contribué à l'élaboration des guides de culture SOJAbio et Tournesolbio édités par le CETIOM et l'ITAB en 2011 et 2012. Le CETIOM collabore avec l'ONIDOL sur des travaux concernant les filières des productions d'oléagineux (l'étude « l'avenir de la filière du soja français » publiée en 2010 dans la revue OCL et le programme en cours SOJALOC « Renforcer l'autonomie protéique des élevages de Midi-Pyrénées à partir du soja produit localement » soutenu par la Région Midi-Pyrénées dans le cadre de son plan protéines 2012-2014). Le CETIOM et l'ONIDOL apportent aussi un appui financier et technique au GIE des sélectionneurs de soja pour la mise au point de variétés adaptées aux conditions de la production française.

Le **CETIOM** est le **centre technique interprofessionnel des oléagineux** (colza, tournesol, soja, lin) et du chanvre industriel. Son budget annuel s'élève à 14 M€, principalement financé par les cotisations volontaires obligatoires des agriculteurs.

Les **missions** du CETIOM sont de créer, évaluer et transférer les **innovations techniques** à destination des agriculteurs et organismes de conseil, dans l'optique **d'améliorer la compétitivité des productions d'oléagineux en France**.

En France, les **2 espèces d'oléagineux principalement produites en bio sont le Tournesol** (30% des surfaces françaises sont produites en Midi Pyrénées) et **le Soja** (3/4 des surfaces françaises sont produites en Midi-Pyrénées et Aquitaine).



Les surfaces de colza conduites en bio sont assez réduites (2 100ha en 2011).

Les **activités du CETIOM pour le secteur bio portent principalement sur le tournesol et soja**, alors qu'en conventionnel elles sont surtout orientées sur le colza et le tournesol.

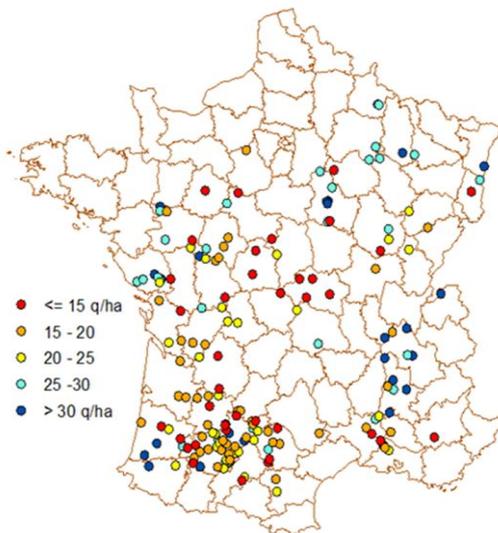
Les **actions** menées par le CETIOM sont de **4 types**, avec pour chacun d'entre eux des **partenariats marqués** :

1. Analyse des besoins des producteurs et conseillers, coordination des activités de recherche

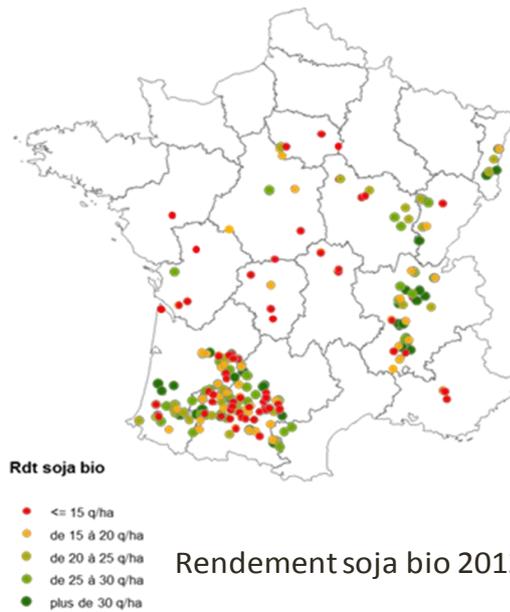
Depuis 2010, cette action s'est fortement développée, notamment avec le recrutement de Jean Lieven (CETIOM Grignon), spécialement dédié à la bio. Les analyses sont menées en coordination avec l'ITAB au sein d'un groupe d'experts techniques « Oléobio », composé du CETIOM, l'ITAB, l'ACTA, Arvalis, les Chambres d'Agriculture, le CREAB, des Coopératives, des Groupements de producteurs, ... Les experts se réunissent 1 fois par an depuis 2010, afin de s'accorder sur l'orientation des recherches en liaison avec les besoins exprimés.

Les analyses se basent essentiellement sur des enquêtes sur les pratiques culturales au sein de plusieurs centaines d'exploitations réparties sur tout le territoire français. A ce jour 3 enquêtes ont été réalisées, ou sont en cours de réalisation : Tournesol (2011), Soja (2012), Colza (2013). L'objectif de ces enquêtes est d'obtenir un panorama technique sur le territoire.

Un exemple de résultats d'enquête : les cartes ci-dessous représentent la disparité des rendements.



Rendement tournesol bio 2011



Rendement soja bio 2012

2. Test de nouvelles pratiques

Le CETIOM et ses partenaires, ont **2 approches pour les essais de nouvelles pratiques**, dans l'optique d'améliorer les rendements des oléagineux bio et de diminuer la variabilité :

- **Approche analytique** : comparaison de différentes modalités sur un même facteur (rendement, apport azoté,...).

Les travaux en cours portent principalement sur les évaluations variétales (en collaboration avec le Centre Régional de Recherche et d'Expérimentation en Agriculture Biologique, AgriBio Union,...), le désherbage mécanique, les engrais verts avant la culture de tournesol, la date de semis,...

On notera que beaucoup de travaux ont été menés dans le secteur conventionnel qui servent aujourd'hui à l'AB, notamment en ce qui concerne l'évaluation variétale des résistances aux maladies.

- **Approche systémique** : évaluation des performances de la culture à l'échelle de l'exploitation.

Une plateforme de recherche dans la Drôme a été créée pour des expérimentations de systèmes de culture sans élevage, en partenariat avec la Chambre Régionale d'Agriculture, Arvalis, CETIOM, Fédération Nationale des Agriculteurs Multiplicateurs de Semences,...

3. Participation à des actions multipartenaires

De nombreuses actions sont menées en collaboration, afin de participer au processus de concertation entre les acteurs locaux et nationaux et de mutualiser les connaissances, les résultats et les méthodes mises en œuvre.

- Au sein des projets CASDAR (Compte d'Affectation Spéciale pour le Développement Agricole et Rural) :
 - ✓ Le CETIOM était chef de projet du projet « Infoweb » pour mettre à disposition du plus grand nombre des fiches d'itinéraires techniques pour gérer les adventices ;
 - ✓ Partenaire du projet ProtéAB ;
 - ✓ Partenaire du projet « optimiser et promouvoir le désherbage mécanique » ;

- Partenaire de concertations régionales en Rhône-Alpes, Centre, Midi-Pyrénées, en partenariat avec les Chambres d'Agriculture, le CREAB, Arvalis;
 - Recherche concertée en génétique et agro-physiologie sur le soja conventionnel et AB (Projet SojaMip labellisé par le pôle compétitivité AgriMip Innovations), avec l'UMR INP-ENSAT, l'INRA, le RAGT, Euralis-semences, l'ONIDOL, EIPurpan, le Conseil Régional Midi-Pyrénées :
 - ✓ En bio, 50% des surfaces de soja sont irriguées, contre 80% en conventionnel. Les recherches portent sur des sélections variétales résistantes à la sécheresse,
 - ✓ Recherche sur la teneur en protéine (42%, sélection variétale grâce aux recherches du GIE des sélectionneurs de soja : bio et conventionnel, pour l'alimentation humaine et animale),
 - ✓ Recherche sur l'impact de la date de semis très précoces,
 - ✓ ...
4. Communication auprès des acteurs de la production AB
- Guides de culture (soja et tournesol) gratuits et disponibles, spécifiques pour le bio en collaboration avec l'ITAB et les partenaires techniques,
 - Présence sur des salons professionnels,
 - Rédaction d'articles dans des journaux spécialisés,
 - Visites de terrain organisées par les Chambres d'Agriculture,
 - Web : www.cetiom.fr ou www.itab.asso.fr.



Stanislas Lubac (Coordinateur du programme de recherche-expérimentation ProtéAB, IBB)

Stanislas Lubac est en charge du pilotage du programme national ProtéAB, financé par le Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural (CASDAR), lancé en 2010. Ce programme a pour objectif de développer les légumineuses à graines en agriculture biologique pour sécuriser les filières animales et diversifier les systèmes de culture.

Les partenaires du programme protéAB sont : les Chambres d'agriculture Pays de la Loire, Yonne et Drôme ; l'Institut Technique de l'Agriculture Biologique (ITAB) ; Arvalis – Institut du végétal ; l'Institut Technique de l'AViculture (ITAVI) ; l'IFIP – Institut du porc ; Agrobio35 ; Agrobio Poitou-Charentes ; la Ferme expérimentale de Thorigné d'Anjou ; le Centre de Recherche et d'Expérimentation en Agriculture Biologique (CREAB) ; la Plateforme Agrobiologique d'Inter Bio Bretagne à Suscinio (PAIS) ; INRA Dijon ; SOLAGRO ; le Centre d'Etude et de Recherche sur l'Economie et l'Organisation des Productions Animales (CEREOPA) au sein d'AgroParisTech.

Salarié d'InterBio Bretagne, Stanislas Lubac est en charge de la coordination des projets de recherche-expérimentation en AB en Bretagne, et a une deuxième mission, le pilotage du programme CASDAR ProtéAB : « développement des légumineuses à graines bio pour sécuriser les filières animales et diversifier les systèmes de culture ».

Le **projet ProtéAB** est issu d'un groupe de travail entre **ITAB** et **CETIOM, Arvalis**.

Il a été déposé dans le cadre de l'Appel à Projets de développement agricole et rural d'innovations et partenariats en 2010, et est **financé par le Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt**. Il a été prolongé jusqu'à fin mars 2014. Ce projet est affilié au RMT DévAB, et il est piloté par InterBio Bretagne (IBB).

ProtéAB est un projet jugé prioritaire puisqu'il **regroupe de nombreux acteurs** très divers, impliqués dans plusieurs filières et présents sur plusieurs territoires. On dénombre **16 partenaires techniques**, des partenaires associés, ainsi qu'un Copil :

- *Partenaires techniques*, qui mettent en œuvre les actions : associations à caractère interprofessionnel (IBB), Chambres d'Agriculture (Pays de la Loire, Drôme et Yonne), Groupements de producteurs bio (Agrobio Poitou-Charentes, Agrobio 35), Instituts techniques (ITAB, Arvalis, IFIP, ITAVI), Stations expérimentales (Thorigné d'Anjou, CREAB, PAIS), Institut de recherche (INRA Dijon), Bureaux d'étude (Céréopa, Solagro).
- *Partenaires associés* : Chambres d'agriculture (Nord, Ile-de-France, Franche-Comté, Midi-Pyrénées), Institut technique (UNIP), Lycée Agricole (La Roche sur Yon), Organisation professionnelle (FNAMS).
- *Comité de Pilotage* qui a un regard extérieur sur le projet, et se réunit tous les ans : INRA Rennes, CETIOM, Agri Obtentions, ESA Angers, ACTA, Coop de France, Triskalia et la FNAB.

Les attentes et les enjeux du projet se déclinent en 4 grands thèmes :

- **Enjeu réglementaire** : alimentation 100% bio monogastriques d'ici le 1^{er} janvier 2015, avec les protéagineux comme une des clés de la réussite ;
- **Enjeu agronomique** : avantages cultures protéagineux dans les systèmes de culture (autonomie azotée, diversification des rotations, gestion des bioagresseurs,...) ;
- **Enjeu zootechnique** : formulation 100% bio qui intègrent plus ou moins de soja ;
- **Enjeu environnemental** : diminution des impacts des systèmes agricoles sur l'environnement.

4 filières sont **concernées** par ce projet, et les acteurs de ces filières sont partenaires :

- La filière grandes cultures,
- La filière porcine,
- La filière volaille,
- La filière légumière (légumes de plein champ).

Une **valeur ajoutée** de ce projet est le **maintien d'un lien étroit avec d'autres projets** sur des sujets proches et complémentaires de ProtéAB, tels qu'Avialim, Porc Bio, Monalim Bio et ICOOP. Ces liens permettent une **concertation transversale au niveau national** sur les stratégies développées par ces projets, la mise en place de **partenariats durables** et la **mise en commun de protocoles et de compétences**.

Les axes de travail développés dans le projet ProtéAB sont de 4 natures :

- Disponibilité en matières premières,
- Agronomie et systèmes de culture,
- Valeur alimentaire des matières premières,
- Formulation alimentaire.

Au sein de ces 4 domaines, **3 volets d'actions** sont mis en œuvre :

- Volet 1 : Identifier les **besoins des filières animales biologiques** et les **potentialités de production en légumineuses à graines biologiques** (pilote par l'UNIP) ;
- Volet 2 : **Acquérir des références** pour mieux maîtriser la production de légumineuses à graines biologiques, et **élaborer** et **tester des formulations 100% Bio** optimisant les matières premières régionales (pilote par Arvalis pour l'aspect végétal et par l'ITAB pour la formulation) ;
- Volet 3 : **Evaluer les conséquences d'une augmentation de la part de légumineuses à graines biologiques dans les assolements** (pilote conjointement par Arvalis et IBB).

Quelques résultats des actions, mais il est encore trop tôt pour conclure :

- *Volet 1 est achevé* : il a été constaté, sur base de données 2009, un **déficit en protéines de 20 000t**, soit un manque de 24 000ha de soja ou 34 000ha de protéagineux autres.
Ce travail est en cours de mise à jour par l'ITAB sur la base de données 2011. Il existe un mémoire de fin d'étude disponible sur le site d'IBB, réalisé par Célia Du Petit, et encadré par l'UNIP, qui présente la situation en France.
- *Volet 2* : au cours des 2 dernières années, les partenaires ont effectué environ **50 analyses**. L'objectif de ce volet est de réaliser à terme des fiches techniques disponibles pour le plus grand nombre.
En ce qui concerne les résultats intermédiaires :
 - ✓ Par exemple, pour **le soja**, les analyses ont montré que la culture **est bien adaptée** et donne de **bons résultats en rendement dans le Sud**.
 - ✓ Des tests variétaux pour le soja ont été réalisés au **Nord** de la Loire, et ont révélé des **problèmes sur variétés précoces** : envahissement adventices ou difficulté d'intervention, problèmes de cycles long (impossible d'aller jusqu'à la récolte),...
 - ✓ Les essais de formulation sont en cours, notamment pour la filière volaille avec ITAVI et ISRA (formules intégration féverole pour remplacer le plus possible le soja).
- *Volet 3* : pour l'évaluation de l'impact d'une augmentation de la part de légumineuses au sein des rotations, **Arvalis** a travaillé sur des cas types réalisés à partir du logiciel SISTER (logiciel de gestion de données) : à partir d'évaluations multicritères, **des profils de ferme moyen ont été établis par région** (Pays de la Loire, Bretagne, Bourgogne, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Poitou-Charentes), et serviront pour des simulations.

Les travaux de recherche sont indissociables des travaux de structuration de filières. Aussi, un des facteurs limitant qui ressort à ce stade du projet est la concurrence avec les protéagineux à destination de l'alimentation humaine.

En effet, **les marges nettes pour le soja en alimentation animale sont très inférieures à celles pour l'alimentation humaine**, malgré une optimisation des itinéraires techniques. Pour être compétitif, le prix de vente de soja à

destination du secteur animal devrait être de plus de 120€/t supérieur à celui pour l'alimentation humaine, ou avoir des rendements supérieurs de 1t/ha.

Pour plus d'informations sur le projet ProtéAB : www.interbiobretagne.asso.fr



Michel Lagaha (*Responsable conseil à CER France Gascogne Adour*)

Ingénieur agricole, Michel Lagaha est responsable conseil, chargé des références technico-économiques au CERFRANCE Gascogne Adour. Il est en charge du développement du conseil auprès des exploitations agricoles du département du Gers.

Chaque année, CERFRANCE Gascogne Adour publie un référentiel des principales productions agricoles gersoises. Depuis 3 ans, un observatoire est réalisé, avec les autres CERFRANCE de Midi-Pyrénées, sur une base comprenant 25.000 entreprises de la région.

Depuis un an, CERFRANCE Gascogne Adour développe l'établissement de références en agriculture biologique. Au fil des années, les échantillons s'accroissant, l'analyse permet de tirer des enseignements de plus en plus pertinents.

CER France est un **réseau de centres d'économie rurale** qui couvre tous les départements français, et qui sont spécialisés en **comptabilité** et en **conseil auprès des exploitations agricoles**.

Depuis 2008, CER France Midi-Pyrénées a entamé une **analyse comparative** pluriannuelle entre des **exploitations conventionnelles** et des **exploitations biologiques**, ayant des caractéristiques de production comparables.

L'échantillon CER France Midi-Pyrénées couvre les 8 départements de la région. Les exploitations enquêtées possèdent une **surface moyenne de 86 hectares en agriculture biologique** alors que **la moyenne en région est de 31 hectares**. Ce décalage s'explique par la non prise en compte des exploitations de maraichage de moins de 2ha dans l'échantillon, alors qu'elles sont nombreuses dans la région.

Les **résultats économiques sont comparables en bio en en conventionnel**, avec un léger surendettement pour les exploitations biologiques par rapport aux conventionnelles, toutes productions confondues.

Moyennes 2008-2010	A B	Conventionnel
Produits	145 000	157 000
Charges opérationnelles	38 000	51 000
Charges de structure	84 000	81 000
EBE	51 000	52 000
Résultat	24 000	25 000

Pour les grandes cultures particulièrement, CER France Midi Pyrénées a mené une étude entre 2008 et 2010, sur un échantillon constant et pluriannuel d'exploitations agricoles conventionnelles et biologiques d'une centaine d'hectares spécialisées en grandes cultures (+ de 70% du Chiffre d'Affaire réalisé en grandes cultures).

Les moyennes sont lissées, mais intègrent la variabilité des prix et des rendements, sachant que les années 2008 et 2009 ont été très mauvaises.

Les résultats de cette analyse sont :

- La **main d'œuvre est plus élevée en AB** (1,2 main d'œuvre familiale, 0,2 salariée), en conventionnel, c'est principalement de la main d'œuvre familiale,
- Les **charges** proportionnelles et de structure sont **plus faibles en AB**,
- La **marge brute** est 3 à 4% **moindre en AB** qu'en conventionnel,
- L'**EBE** est à peu près **équivalent** pour les exploitations bio et conventionnelles.

Données 2008-2009-2010	Bio	Conventionnel
Main d'oeuvre	1,40	1,25
SAU	100	101
Produit brut	106 000	142 000
Charges proportionnelles	24 000	49 000
Marge Brute	82 000	93 000
Charges de structure	72 000	76 000
EBE	38 000	39 000

Pour le Gers (CER France Gascogne Adour), une étude entre 2010 et 2012 a été menée sur un échantillon stable. Les constats sont les mêmes que ceux au niveau régional.

Données sur 3 ans	Bio	Conventionnel
SAU	111	111
Produit brut/ha	1 386	1 548
Charges prop /ha	276	458
Marge Brute /ha	1 110	1 090
Charges de structure /ha	776	753
Résultat courant / ha	301	315
Résultat courant	33 411	34 965

On notera cependant que les **résultats sont plus lissés en AB**, tandis qu'on constate de grosses variations en conventionnel :

- Les résultats ont été négatifs en 2009 pour les conventionnels (-50€/ha) alors qu'en bio ils étaient positifs (100-150€/ha).
- En 2011-2012, les prix ont été très élevés à la vente, ce qui a « gonflé » les résultats d'analyse en conventionnel.

On peut donc conclure que le **bio résiste mieux aux crises**, mais la remontée des cours favorise le conventionnel.

Pour les 22 exploitations bio de l'échantillon, le produit de l'exploitation croît depuis 2010, mais les charges de structure augmentent aussi, ce qui érode le résultat d'exploitation. Ce phénomène est inverse au conventionnel :

Données en € par exploitation	2010	2011	2012	Moyenne
Produit net	163 000	167 000	168 000	166 000
Charges prop.	32 000	32 000	36 000	33 000
Marge brute	131 000	135 000	131 000	132 000
Charges de structure	92 000	98 000	99 000	96 000
EBE	62 000	61 000	60 000	61 000
Résultat courant	38 000	37 000	33 000	36 000

Une étude comparative au niveau du département du Gers a été menée entre 2010 et 2012 sur la plus-value de l'irrigation au sein des exploitations grandes cultures biologiques. L'échantillon était composé de 25 exploitations, dont 11 en sec et 14 qui irriguent.

Données sur 3 ans	Bio en sec	Bio avec irrigation
Nombre d'exploitations	11	14
SAU	86	143
		Dont 34 ha irrigués
Produit brut/ha	1 193	1 450
Charges prop /ha	198	306
Marge Brute /ha	995	1 144
Charges de structure /ha	707	790
Résultat courant / ha	265	318
Résultat courant	22 790	45 474

Le résultat de l'analyse est que les 2 systèmes sont très différents, et qu'on ne peut pas vraiment donner de conclusion sur la plus value de l'irrigation.

Malgré ce constat, on notera :

- Une intensification plus importante des unités de travail en irrigué,
- Des charges de structures plus élevées en irrigué,
- Un résultat moindre pour les exploitations en sec par rapport aux exploitations irriguées (effet surface).

En 2012, la Chambre d'Agriculture du Gers a publié une **évaluation comparative des marges brutes** par production principale en bio est en conventionnel :

- Le **soja irrigué** apporte l'essentiel de la **plus value**,
- Les **marges brutes sont plus élevées en bio** qu'en conventionnel mais les résultats sont proches, ce qui est dû au manque à gagner des surfaces peu valorisées en systèmes biologique (Surfaces Fourragères Prairies).

Données en €/ha	Bio	Conventionnel
Soja irrigué	1 436	916
Blé tendre	1 057	936
Triticale	779	583
Tournesol	724	593

Pour l'avenir, CER France doit répondre aux besoins des exploitants agricoles, à savoir proposer un accompagnement pour :

- optimiser les systèmes de production biologique,
- les projets de conversion,
- revoir les calculs de coût de production (intégration des rotations),
- les projets de filière.

Conclusions générales et perspectives

Hanns-Christoph Eiden (Président de l'Office Fédéral pour l'Agriculture et l'Agroalimentaire en Allemagne)

Le constat est que de part et d'autre du Rhin, **beaucoup de projets** sont en cours pour le **développement des grandes cultures biologiques**. En France comme en Allemagne, les **problématiques** sont **communes** et cette journée a permis de le confirmer et d'initier un partage des connaissances. Mais il ne faudrait pas en rester là, **il faut agir ensemble**.

Il a été bien rappelé que les **oléo-protéagineux** présentent un **fort potentiel** de développement, mais aussi qu'ils **apportent une valeur ajoutée** agronomique et économique aux systèmes de production biologiques.

Pour développer les oléo-protéagineux biologiques, un **accent** particulier doit être mis **sur la recherche appliquée**, ou la recherche-expérimentation. Cette nécessité est commune à la France et à l'Allemagne, et devrait être menée de façon partenariale, surtout en ce qui concerne la sélection variétale.

Sur les aspects de **production**, des points essentiels sont à **développer**, comme l'**irrigation**, qui est essentielle pour l'agriculture, la **maîtrise des OGM**, ou le **développement de procédés** pour valoriser au mieux les produits issus des grandes cultures.

La question du coût de la qualité, à savoir pouvoir **valoriser** au maximum les **produits** et **sous-produits** des céréales et oléo-protéagineux bio, tels que l'Okara, n'est **possible** que si les filières se développent de manière concertée et cohérente, avec **une coopération des acteurs** tout au long de la filière.

Il est en effet essentiel de développer des **liens entre les besoins du marché** et la **production d'oléo-protéagineux**. Le constat a été rappelé tout au long de cette journée : **l'adéquation entre l'offre et la demande n'est pas encore satisfaisante au niveau européen**.

La stratégie de développement repose sur l'extension des engagements vers d'autres pays, la **coopération multi-partenariale au-delà des frontières nationales**, afin de garantir des volumes suffisants pour un équilibre des marchés, **tout en assurant la traçabilité et la qualité de la production**. Cela passe par une transparence sur la connaissance et les évolutions du marché au niveau européen.

Pour cela, **le transfert d'informations est essentiel**, notamment **par le biais** d'une **plateforme d'échanges** au niveau européen, **et** à travers des **formations** multi-acteurs sur le secteur.

Les partenariats doivent se développer tant au niveau local et régional, afin de faire émerger des projets innovants liés aux problématiques locales, **qu'au niveau européen**, avec au moins 3 pays partenaires contribuant à faire émerger des programmes de recherche et d'innovation. L'objectif est de **créer des dispositifs pour faciliter les échanges et la concertation** dans le processus de montage de projet pour satisfaire les besoins du terrain.

Le programme cadre européen pour la recherche et l'innovation horizon 2020 est un bon outil à développer (<http://ec.europa.eu/agriculture/eip/focus->

[groups](#)). Dans ce cadre, le **BLE** et **l'Agence Bio** pourraient être porteurs d'une **collaboration pour la désignation de responsables qui mettraient en œuvre des projets innovants, avec le soutien des acteurs économiques.**

Etienne Gangneron (Président de l'Agence Bio)

Les problématiques sur le développement des oléo-protéagineux sont communes à la France et à l'Allemagne. Des partenariats sont donc nécessaires pour travailler sur ces sujets.

Depuis la création de l'Agence Bio, en 2001, les actions de structuration des filières **dans le secteur des grandes cultures ont bien avancé.** En effet, on a vu une **implication croissante d'acteurs du terrain investissant dans des outils spécifiques à la bio** pour collecter, trier, nettoyer et commercialiser les produits issus des grandes cultures bio, mais aussi des acteurs qui ont **développé des activités de conseil et d'accompagnement** de plus en plus performantes.

Malgré un déficit de surface en grandes cultures bio, il faut noter qu'il y a eu des **avancées remarquables dans le secteur.**

Le **renforcement de la recherche-expérimentation** est évident dans ce secteur. Des partenariats et un soutien financier adapté au niveau européen permettront d'entamer une dynamique collective en faveur des grandes cultures bio.

Par ailleurs, **les évolutions de la Politique Agricole Commune (PAC) et des Mesures Agri-Environnementales**, pourraient faire émerger une petite marge de manœuvre, concernant une possibilité d'articuler des **aides spécifiques sur une même surface.** Les discussions sont en cours, mais cette nouveauté servirait le développement des grandes cultures biologiques.

Il existe encore de nombreuses pistes de travail pour apporter des réponses à des problématiques spécifiques au secteur bio. Par exemple la valorisation des Surfaces Fourragères Prairies, indispensables dans le système de production bio, qui pourrait obtenir une aide spécifique pour équilibrer le système par rapport au conventionnel.

Remerciements

Toute l'équipe de l'Agence Bio remercie le Conseil Régional de Midi-Pyrénées pour son accueil et son soutien, ainsi que l'ensemble des professionnels de la région impliqués dans le secteur de l'agriculture biologique.

ANNEXES

Liste des documents distribués lors de la journée

- Programme de la journée
- Panorama des intervenants
- Fiche des Grandes Cultures Bio dans l'UE
- La Bio en Allemagne, chiffres clés
- La Bio en France, chiffres clés
- Les Grandes cultures biologiques, chiffres clés
- Liste des inscrits aux rencontres professionnelles
- Présentation de l'Agence Bio
- AGRESTE, *Midi-Pyrénées Données*, Juin 2013, n°73
- Flyer Tech&bio, Salon des techniques bio et alternatives
- Région Midi-Pyrénées, *La lettre régionale de l'agriculture biologique en Midi-Pyrénées*, 2^e trimestre 2013, N°3
- Invitation au forum transfrontalier, *Quelle place pour les cultures riches en protéines dans l'espace Rhin supérieur ?*, Mardi 18 Juin 2013
- BMELV, *Plan stratégique sur les protéagineux*, Novembre 2012

Remarque : les deux derniers documents de cette liste sont rédigés en allemand

Liste des participants à la journée

Florence	AILLERY	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Laurent	ALIBERT	IFIP
Michel	AUZET	Direction du Développement Durable - Crédit Agricole SA
Margrit	BACKES	Office Fédéral pour l'Agriculture et l'Agroalimentaire en Allemagne
Gilles	BADOC	RAGTSemences
Véronique	BAILLON	Interbio Limousin
Alain	BAQUE	Euralis Semences
Paul	BARADAT	U.C.A. Agribio Union
Jean-Charles	BARNABOT	NATAIS
Gisèle	BAULAND	EPLEFPA/Lycée Agricole Précieux-St Genest Malifaux
Benoît	BAYSSETTE	
Laurent	BEDOUSSAC	ENFA - INRA
François	BEDOUSSAC	Gers Développement
Elisabeth	BELAUBRE	Mairie de Toulouse
Jean-Luc	BENEDINI	Entreprises Midi-Pyrénées
Carole	BERNARD	Région Midi-Pyrénées
Roger	BEZIAT	AOC Sols
Véronique	BIARNES	UNIP
Christelle	BIDET	Conseil Général du Tarn
Gilles	BILLON	Bureau Veritas/Qualité-France
Ange-Line	BODROS	
Pierre	BOISSELEAU	APABA
Aurore	BONNEFOI	Mairie de Toulouse
Sabine	BONNOT	GABB 32
Xavier	BOULET-BENAC	SARL Raoul Rolly
Fanny	BOURGOIN	Chambre d'Agriculture du Tarn
Philippe	BOUTIE	Association Sweet Via (développement filière stevia bio)
Jean-Luc	BRUEL	APROVIA
Dominique	BURDIN	RADIO FMR
Marie	CABARES	Chambre d'Agriculture du Tarn-et-Garonne
Alain	CANET	Arbre et Paysage 32 et Président de l'AFAP
Cédric	CAP	Dijon Céréales
Gérald	CARDEILLAC	EARL Hustet
Stéphanie	CARIN	Groupe Ginger Parera
Dominique	CARON	Biofinesse
Jean-Pierre	CASSAGNE	DRAAF Midi-Pyrénées
Bernard	CATHALO	UNICOR
Sophie	CAZAJOUS	Qualisud
Jean-Louis	CAZAUBON	Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées
Samy	CHABOT	
François	CHAMPANHET	Direction Générale des Politiques Agricole, agroalimentaire et des territoires au Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Jean	CHAMPION	Chambre d'Agriculture de la Drôme
Séverine	CHASTAING	Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne
Didier	CHAUZEIX	DRAAF Limousin
Pierre-François	CHAVANES	SCEA de Melette
Jérôme	CINEL	Arbio Aquitaine
Jean-Charles	CIZERON	Cizeron Bio

Magali	COLOMBET	Arbio Aquitaine
Martine	COSSERAT	
Camille	COULAUD	Groupe CAPEL
Aurélie	CRISTANTE	Biofinesse
François	CRUVELLIER	CAPLA
Mireira	CUENCA	La Girona SCCL
Alain	DAGUZAN	GABB 32
Sophie	D'AMBRIERES	
Guy	DARRIVERE	GFA Lamothe
Guillaume	DARROUY	Jeunes Agriculteurs Midi-Pyrénées
Nicolas	DASPRES	APCA
Manuel	DE FREITAS	SARL Le Pain d'En Baut
Linette	DE FREITAS	
Christian	DE MONTMAGNER	IN TOULOUSE
Caroline	DELAUNAY	Biofinesse
Hélène	DELMOTTE	DRAAF Midi-Pyrénées
Thomas	DELOURME	UFAB
Jean-Pierre	DEMOURES	Grains d'Oc
Eric	DEVRON	Union Française des Semenciers
Claire	DIMIER-VALLET	Synabio
Stéphane	DOUMAYZEL	Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Vincent	DOUMEIZEL	Bureau Veritas
Fritz	DRETIMANN	Biopress SAS
Christophe	DUBARRY	JA Midi-Pyrénées
Aurélie	DUMORTIER	FRAB Champagne-Ardenne
Hanns-Christoph	EIDEN	Office Fédéral pour l'Agriculture et l'Agroalimentaire en Allemagne
Laurence	ESPAGNACQ	Chambre d'Agriculture de Haute-Garonne
Catherine	EXPERTON	ITAB
Soizic	FAIZANT	Gersycoop
Julie	FAMMES	CER France Haute-Garonne
Patrick	FASTRE	
Thomas	FAURE	Fédération Régionale d'Agriculture Biologique
Yves	FERRIE	Chambre d'Agriculture du Tarn
Dorian	FLECHET	Agence BIO
Claude	FLOCH	Coop de France Midi-Pyrénées
Fabien	FOURAGNAN	Sud Ouest Aliment
Etienne	FREJEFOND	Direction Départementale de Haute-Garonne
Cécile	GACHE	ENTREPRISES MIDI-PYRENEES
Etienne	GANGNERON	Agence BIO
Francis	GARCIA	Altervia du Larzac
Jean-François	GARNIER	Arvalis - Institut du Végétal
Philippe	GARRABOS	Certisud
Myriam	GASPARD	Chambre Régionale d'Agriculture du Languedoc-Roussillon
Fabienne	GILOT	Val de Gascogne
Anne	GLANDIERES	Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées
Bernard	GREFFEUILLE	
Jérémy	GREVE	Sanders-Alinat
Annegret	GROß-SPANGENBERG	Bundesprogramm ökologischer Landbau
Elodie	GUEGUEN	Pôle Information AB Aquitaine - Arbio Aquitaine
Marie-Claire	GUERO	DRAAF de Midi-Pyrénées
Philippe	GUICHARD	ITAB

Pascal	GURY	Commission Bio d'Intercéréales/ONIDOL
Max	HAEFLIGER	Biocivam 11/Sud et Bio
Pierre	JAMONNEAU	Maisadour
Boris	JEANNE	Association EBIO
Pierre	JOFFRE	APROVIA
Pierre	JOUFFRET	CETIOM
Marie	JOUSSE	FNSEA
Eric	JUNCKER	TRUST'ING
Krotoum	KONATE	ITAB
Christian	LAFAYE	Synadis
Michel	LAGAHE	CERFRANCE Gascogne Adour
Jean-Claude	LAJOUS	AOC Sols
Stéphanie	LANG	Interbio Midi-Pyrénées
Magali	LAPORTE	Erables 31
Alain	LARRIBEAU	Qualisol
Céline	LE GUILLOU	ONIDOL
Nicolas	LECAT	Agribio Union
Vincent	LECOMTE	CETIOM
Florence	LEJARS	Conseil Régional du Centre
Clément	LEPEULE	Coop de France
Jean-Marc	LEVEQUE	Triballat Noyal
Nadine	LOIRETTE-BALDIT	DRAAF de Midi-Pyrénées
Pascal	LOISIL	
Myriam	LOLOUM	Agence BIO
Chris	LOSKA	Chambre de Commerce Economique de la Province du Henan en Chine
Stanislas	LUBAC	Interbio Bretagne
Hervé	MAGNIE	Qualisol
Philippe	MAISON	Consultants Naturels
Martin	MALVY	Conseil Régional de Midi-Pyrénées
Carine	MARET	UFAB
Christophe	MARISSIAUX	Conseil Général du Gers
Bernard	MARTIN	Groupe Ekibio
Audrey	MASSIE	FRAB Midi-Pyrénées
Camille	MASSOL	Région Aquitaine
Jacqueline	MAUPEU-PROUIN	AJI Gestion pour l'Education
Nicolas	MELIET	SARL du Mail/Biogascogne
Elisabeth	MERCIER	Agence BIO
Gérard	MICHAUT	ITAB
Bertrand	MINAUD	FORMABIO
Eric	MONCEAU	Région Midi-Pyrénées
Judith	MOOG	Bio Planète
Didier	MOULIN	AgriCert
Hervé	MUCKE	Terres Dioises
Sandrine	NEHOU	Biopress SAS
Jean-Michel	NOEL	SODEXO - Direction des achats
Perrine	ODORWSKI	ENTREPRISES MIDI-PYRENEES
Cédric	ORFEO	SARL du Mail/Biogascogne
Mathieu	PAGES	UNICOR
Alexandre	PANEL	Pierre Fabre Agronomie
Elie	PARACHINI	CETIOM
Bernard	PASCAL	Arvalis - Institut du Végétal

Charlotte	PASCAUD	BIOCER
William	PAUVERT	Terre Ovine
Céline	PEILLOD	Maisadour
Anne	PEREIN	GABB32
Anne	PERREIN	GABB 32
Adrien	PETIT	Organics Cluster
Philippe	POINTEREAU	Solagro
Pierre	PRADALIE	Coop de France Midi-Pyrénées
Loïc	PRIEUR	CREAB MP
Lise	PUJOS	Ecocert
M.	RACLE	Groupe Arcadie
Amandine	RAMONJEAN	CERFRANCE Hautes-Pyrénées
Jürgen	RECKNAGEL	Centre Technique Agricole d'Augustenberg
Rémi	RICHARD	AGRIAL
Anaïs	RIFFIOD	Agence BIO
Manon	RIGAL	Interbio Midi-Pyrénées
Jean-Luc	RITOURET	Val de Gascogne
Christine	RIVRY-FOURNIER	Biofil
Antoine	ROINSARD	ITAB
Claire	ROMANENS	ARLIT Conseil
Serge	ROSTOMOV	U.C.A. Agribio Union
Magali	ROUBIERE	CERFRANCE Midi-Pyrénées
Emilie	SALVO	Arbre et Paysage 32
Johann	SARCY	Groupe CAPEL
Sylvie	SARTHOU	DRAAF Midi-Pyrénées
Marc	SAUTEL	AJI Gestion pour l'Education
Aelys	SAUX	Qualisol
Burkhard	SCHAER	Ecozept
Frédéric	SCHIAVON	
Adeline	SCREVE	Service Agriculture et Pêche - Conseil Régional du Nord-Pas de Calais
Noémie	SIMON	ONIDOL
Thierry	STOEDZEL	Ecocert
Bernard	STORUP	Nutrition et Nature / Interbio Midi-Pyrénées
Philippe	THOREY	Chambre d'Agriculture de l'Ariège
Flavie	TIRET	Biolait
Jean-Charles	TORNE COLS	CER France Haute-Garonne
Claire	TOURET	FNAB
Stéphane	TRAVARD	Ets Barnier
Myriam	VALLAS	Pôle Agriculture Biologique Massif Central VetAgro Sup
Sophie	VALLEIX	ABioDoc
William	VIDAL	Ecocert
Jérôme	VIEL	Ecocert
Samantha	VIGNEAU	DRAAF Midi-Pyrénées
Rosemarie	VOGDT	Purgevan GmbH/Allemagne
Fabian	VON BEESTEN	Centre Agronomique pour la Culture et le Développement du Soja
Fanelli	WALTER	Groupement du Lot (LotAbne)
Nadia	ZARIOH	Interbio des Pays de la Loire

Les céréales bio dans l'UE en 2012



Les céréales bio dans l'UE en 2012

En 2012, plus de 1 580 000 ha de céréales étaient cultivés en bio dans l'Union européenne, soit 16,2 % de la surface bio européenne et 2,8 % de la surface totale de céréales.

Les surfaces ont augmenté de 9 % en 2012 par rapport à 2011. Entre 2005 et 2012, elles ont progressé de 41 %.

Les principales espèces de céréales cultivées en bio dans l'Union européenne sont le blé tendre (avec l'épeautre), l'avoine et l'orge.

Les principaux pays cultivateurs de céréales biologiques sont : Italie, Allemagne, Espagne, France, Pologne et Roumanie. Ils représentent 62% de la surface totale de céréales biologiques.

